

École de politique appliquée
Faculté des lettres et des sciences humaines
Université de Sherbrooke

*La réponse sécuritaire à la radicalisation islamique :
Étude de cas en France*

Par Dave Gagné, BA

Destiné au professeur David Morin, PhD

Dans le cadre de la rédaction du travail dirigé
GEP821

En vue de l'obtention de la Maîtrise en études politiques appliquées

Sherbrooke et Longueuil

2019

Remerciements

J'aimerais tout d'abord remercier mon directeur, Prof. David Morin, pour les judicieux conseils prodigués tout au long de la rédaction de ce travail, pour sa disponibilité, mais aussi pour ses encouragements qui ont contribué à garder la flamme de la motivation allumée. Également un grand merci au Prof. Sami Aoun pour ses commentaires bienveillants et ses suggestions éclairées. Finalement, j'aimerais remercier ma conjointe, pour sa patience et son support durant la rédaction, de même que ma famille et amis pour leurs encouragements.

Table des matières

Remerciements	2
Introduction.....	5
1. Radicalisation, terrorisme et djihad : état des lieux et définitions	6
1.1. Un état des lieux en France	6
1.1.1. Les attentats en France et leurs victimes	6
1.2. Définitions : radicaux, radicalisation, terrorisme et djihad	7
1.3. Méthodologie	12
2. La construction de la radicalisation.....	13
2.1. Les facteurs influençant la radicalisation	13
2.1.1. Rupture de ban	13
2.1.2. Crise identitaire	17
2.1.3. « Fous » de Dieu ?.....	19
2.2. La radicalisation en prison.....	20
2.3. Panser par l’islam radical.....	21
2.4. La radicalisation 2.0, ou le rôle d’internet.....	24
2.5. Et pour les communautés musulmanes ?	25
3. Réponse sécuritaire de la France face à la radicalisation islamique	28
3.1. Implications françaises à l’étranger.....	28
3.1.1. Déploiements militaires français à l’étranger	28
3.1.2. Empêcher le retour des djihadistes.....	30
3.2. Sur le plan intérieur	32
3.2.1. Loi du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme 32	
3.2.2. Loi du 24 juillet 2015 relative au renseignement.....	33
3.2.3. L’état d’urgence et ses reconductions en tant que mesure d’exception temporaire.....	34
3.2.4. Loi du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé et le terrorisme.....	35
3.2.5. Loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ...	36
3.2.6. VIGIPRATE et Sentinelle.....	37
3.2.7. La « fiche S »	38
3.2.8. Augmentation des effectifs des forces de sécurité	38
3.3 Effets des mesures prises	39
3.3.1. Loi du 24 juillet relative au renseignement.....	39
3.3.2. L’état d’urgence et l’opération Sentinelle.....	40
Conclusion	43

Annexe A : Tableau sur les attentats aboutis de 2013 à 2018	45
Annexe B : Tableau sur les attentats échoués	46
Annexe C : Tableau sur les cibles d'attentats et leurs nombres de victimes	47
Annexe D : Situations géographiques des attentats aboutis et échoués.....	48
Annexe E : Les auteurs des projets d'attentats.....	49
Références bibliographiques.....	50

Introduction

L'Occident a connu, depuis presque deux décennies, plus d'une trentaine d'attentats liés au terrorisme issu de la radicalisation islamique violente ; on n'a qu'à penser aux attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis qui ont fait 2977 victimes, à ceux de Madrid le 11 mars 2004 qui en ont fait 193 ou encore à ceux de Londres qui ont fait 52 morts le 7 juillet 2005. La menace liée à la radicalisation islamique violente a évolué et s'est répandue, si bien que la France n'y a pas échappé non plus. La France a ainsi connu, de janvier 2015 à mai 2018, 12 attentats liés au terrorisme issu de la radicalisation islamique. Ceux-ci ont fait 244 morts. Les valeurs et les symboles français ont été attaqués à l'intérieur des frontières de l'hexagone.

Avec en trame de fond les attentats perpétrés, de nombreuses annonces gouvernementales ont été effectuées et diverses lois et mesures ont été adoptées, à travers une forte exposition médiatique. Face à un phénomène complexe, le présent travail proposera un état des lieux quant à la radicalisation islamique violente en France et les réponses de l'État français. Pour ce faire, nous nous sommes questionnés par rapport à la radicalisation et son ampleur, aux facteurs pouvant influencer une telle radicalisation, ainsi qu'à la réponse sécuritaire de la France face à cette menace. À noter que la réflexion et l'analyse effectuées dans le cadre de ce travail l'ont été en tenant compte de la nature et de la longueur du travail.

Ainsi, l'analyse est divisée en trois parties. Dans un premier temps, nous tenterons d'effectuer un état des lieux en ce qui a trait au nombre d'attentats ayant été perpétrés et nous proposerons quelques définitions quant aux concepts utilisés tout au long du document. Dans un deuxième temps, nous aborderons le processus de radicalisation. Nous y discuterons des facteurs psychologiques et sociaux qui peuvent amener une personne à se radicaliser, de même que des éléments recherchés par ces personnes dans la radicalisation, avant de terminer avec l'influence d'internet dans le processus de radicalisation et de l'apport des communautés musulmanes dans la compréhension du phénomène. Finalement, dans un troisième temps, nous discuterons des différents volets de la réponse sécuritaire adoptée par les autorités françaises sur le plan extérieur, par ses implications militaires à l'étranger, de même que sur le plan intérieur quant au renseignement, à la police et à la justice, à travers les principales lois, politiques et mesures mises en place par l'État.

1. Radicalisation, terrorisme et djihad : état des lieux et définitions

Avant de débuter, nous dresserons un état des lieux au niveau des attentats perpétrés et évités en France, afin de se donner une idée de l'ampleur du problème de la radicalisation islamique violente. Nous poursuivrons en proposant des définitions de termes centraux, puisqu'il est important de s'entendre sur la signification des concepts qui seront utilisés tout au long de ce document. Les définitions abordées seront celles des individus et groupes d'individus radicaux, de la radicalisation, du terrorisme, ainsi que du djihad et de son idéologie.

1.1. Un état des lieux en France

L'intérêt et la pertinence du travail ici présenté découlent en partie du caractère actuel de la menace posée par la radicalisation islamique violente, mais également par la fréquence des attentats et le nombre de victimes. Afin de bien saisir l'ampleur de cette menace et des dommages qu'elle peut engendrer, nous avons dressé un état des lieux quant aux attentats djihadistes en France. Nous discuterons du nombre d'attentats commis et de leurs victimes, des cibles, ainsi que des auteurs.

1.1.1. Les attentats en France et leurs victimes

De 2013 à 2018, en date du 11 mai 2018, les autorités françaises ont décelé au moins 78 projets d'attentats sur le sol français. De ceux-ci, 11 ont abouti (voir Annexe A), 17 auraient échoué (voir Annexe B) et 50 auraient été déjoués avant que les individus ne puissent tenter de mettre quoi que ce soit à exécution. Il s'agirait d'un rythme de trois projets d'attentats tous les deux mois. Les attentats ayant abouti ont causé le décès de 245 personnes, en plus d'en blesser 900 autres sur une période de 5 ans (Dahyot, Baruch, Seelow et Fattori 2018).

La très vaste majorité des victimes décédées est composée de civils (233 sur 245) (voir Annexe C), à la suite d'attaques sur des cibles dites molles, c'est-à-dire des cibles « non directement protégées et de nature civile » (France 2006), « déterminées au hasard » (Sénat 2018). Toutefois, les forces de l'ordre sont les plus fréquemment ciblées (19 attentats aboutis ou échoués contre 11 pour les civils) (voir Annexe C). Par ailleurs, ayant été informé de la réticence de certains djihadistes devant la perpétration d'un attentat visant des civils, le porte-parole de l'État islamique (EI), Abou Mohammed Al-Adnani, a diffusé un message affirmant que « [...] le sang [d'individus qui résident] dans le pays des croisés et des combattants n'est pas interdit. Il n'y a pas d'innocents là-bas. » (Dahyot, Baruch, Seelow et Fattori 2018). Notons que ce dernier, d'origine syrienne, a été tué par une frappe américaine le 30 août 2016 et était considéré par les services de sécurité français et américains comme étant l'un des hauts dirigeants opérationnels et pionniers de l'EI. Il aurait notamment été chargé de superviser les opérations extérieures de l'EI, à savoir la coordination des mouvements de combattants, le recrutement de nouveaux partisans, de même que l'inspiration d'attaques dans les pays occidentaux, notamment en France (Seelow et Zerrouky 2016).

En ce qui concerne la situation géographique des attentats, bien que plusieurs endroits en France aient été touchés, la majorité des événements se sont produits à Paris et en Île-de-France, comme montrés à la carte de l'Annexe D.

Les auteurs seraient en majorité des hommes adultes porteurs de la nationalité française¹, qui ne seraient pas allés dans la zone irako-syrienne, comme le démontre l'infographie de l'Annexe E, produite par le quotidien *Le Monde*. Les femmes et les mineurs ne sont toutefois pas exclus du portrait et prendraient de plus en plus de place avec l'avènement de la propagande de l'EI sur internet. La faible proportion de djihadistes ayant été en zone irako-syrienne s'expliquerait par deux facteurs : premièrement par les politiques gouvernementales d'interdiction de départs vers les zones de combat, et deuxièmement par l'efficacité de la propagande de l'EI qui réussirait à créer les conditions d'une menace endogène et diffuse même à distance, limitant ainsi la nécessité de quitter la France pour accomplir leurs desseins. Suite à leurs actions, 119 djihadistes ont pris le chemin de la prison, alors que 28 ont trouvé la mort (Dahyot, Baruch, Seelow et Fattori 2018).

Cet état de la situation permet de se faire une idée quant à l'importance de la menace djihadiste en France ; à lui seul, l'attentat de Paris du 13 novembre 2015 est l'attaque ayant fait le plus de victimes civiles en France depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. À cela s'ajoutent les autres attentats ayant été perpétrés. Avant de poursuivre avec l'analyse du problème, nous débuterons avec la définition de certains concepts.

1.2. Définitions : radicaux, radicalisation, terrorisme et djihad

Le terme radicalisation, tout comme celui de terrorisme, n'offre pas de définition claire et universelle. En effet, les académiciens argumentent sur la nature de cette question en fonction de leur discipline ou de leur école de pensée, tandis que les États ont tendance à adopter une définition qui leur sera utile dans l'élaboration et la mise en application de leurs agendas. C'est d'ailleurs ce qu'a reproché à Facebook Fionnuala Ní Aoláin, rapporteuse spéciale de l'ONU sur la promotion et la protection des droits de la personne et des libertés fondamentales. Elle a avancé que la définition du terme terrorisme proposée par Facebook était très large, ce qui permettrait à certains États de s'en servir dans un dessein de censure et de stigmatisation d'opposant à leurs régimes en leur limitant l'accès à Facebook (Radio-Canada 2018). Nous tenterons donc dans cette sous-section d'établir des définitions par rapport aux individus et groupes d'individus radicaux, à la radicalisation, au terrorisme, ainsi que par rapport au djihad et à son idéologie.

Puisque nous étudions le cas de la France, nous nous concentrerons sur la vision française de la problématique de radicalisation. Toutefois, nous inclurons également des contributions de la littérature

¹ Dont un grand nombre serait d'ailleurs né sur le territoire national français (Laurent 2016).

scientifique anglo-saxonne, prolifique sur ce sujet, dans la mesure où il s'agit d'une problématique qui n'est pas unique à la France.

D'emblée, mentionnons quelques notions liées à la radicalisation, tirées de définitions convenues par des acteurs étatiques français. Devant la problématique grave de la radicalisation et de la radicalisation violente, l'État français a mandaté divers groupes de travail pour qu'ils se penchent sur la question, notamment des groupes de travail issus de l'Assemblée nationale et du Sénat français. Ainsi, dès 2015, le rapport sur le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme² mentionnait que la radicalisation était un « processus qui fait devenir plus fondamental³ » qui se « produit lorsqu'idéologie et actions violentes sont couplées » (Khosrokhavar dans Pietrasanta et France 2015), amenant une « légitimation intellectuelle, philosophique et religieuse du passage à la violence » (Conesa dans Pietrasanta et France 2015). Ces notions sont reprises en 2018 par un rapport issu d'une commission d'enquête sénatoriale⁴, ajoutant au passage une notion d'« adoption progressive et évolutive d'une pensée rigide, d'une vérité absolue et non négociable, qui structure la vision du monde des acteurs » (Sèze dans Sénat 2018).

Avant de poursuivre, nous aimerions apporter quelques nuances et précisions afin de clarifier ce qui sera entendu par « radicalisation ». En effet, puisque la radicalisation pourrait mener à la violence, cette définition peut être interprétée comme décrivant de façon générale le processus par lequel un individu ou un groupe d'individus évolue pour ultimement poser des actes de nature terroriste, telles que définies par l'article 421-1 du Code pénal français, modifié par l'article 4 de la Loi n° 2014-1353 du 13 novembre 2014 :

Constituent des actes de terrorisme, lorsqu'elles sont intentionnellement en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur, les infractions suivantes :

1° Les atteintes volontaires à la vie, les atteintes volontaires à l'intégrité de la personne, l'enlèvement et la séquestration ainsi que le détournement d'aéronef, de navire ou de tout autre moyen de transport, définis par le livre II du présent code ;

2° Les vols, les extorsions, les destructions, dégradations et détériorations, ainsi que les infractions en matière informatique définies par le livre III du présent code ;

3° Les infractions en matière de groupes de combat et de mouvements dissouts définies par les [articles 431-13 à 431-17](#) et les infractions définies par les [articles 434-6](#) et [441-2 à 441-5](#) ;

[...]

(France - Code pénal 2018)

² Rapport piloté par M. Sébastien Pietrasanta, à l'époque député des Hauts-de-Seine et mandaté par M. Bernard Cazeneuve, le ministre de l'Intérieur de l'époque, dans le cadre d'une mission confiée par M. Manuel Valls, le premier ministre de l'époque.

³ En développant notamment une mise de l'avant intransigeante de l'autorité normative et de la tradition (Sénat 2018).

⁴ Rapport piloté par Mme Sylvie Goy-Chavent, Sénateur de l'Ain (Auvergne-Rhône-Alpes) et présidé par M. Bernard Cazeau, Sénateur de la Dordogne (Nouvelle Aquitaine), au nom de la commission d'enquête sur l'organisation et les moyens des services de l'État pour faire face à l'évolution de la menace terroriste après la chute de l'État islamique.

Bien que la définition de radicalisation précédemment mentionnée et l'article de loi décrivant ce qu'est un acte de terrorisme semblent bien se compléter, nous aimerions distinguer la notion de radicalisation et celle de terrorisme. En effet, tel que le souligne Peter R. Neumann, le phénomène de radicalisation peut être divisé par le phénomène de radicalisation cognitive et la radicalisation comportementale. Par la radicalisation cognitive, il est question que des individus ou groupes d'individus aient des opinions et idées pouvant être considérées comme radicales, sans pour autant tenter de les transposer par des actions violentes. Du côté de la radicalisation comportementale, il est entendu qu'un individu ou un groupe d'individus transpose ses idées par des actions posées en ce sens, souvent violentes (Neumann, 2013). Mark Sedgwick abonde dans le même sens lorsqu'il affirme qu'il est généralement reconnu, dans plusieurs pays occidentaux, qu'un individu ou groupe radical n'équivaut pas à un individu ou groupe terroriste ; qu'un terroriste est présumé radical, mais qu'un radical ne l'est pas forcément au point d'être un terroriste (Sedgwick 2010). Neumann ajoute également que la notion de ce qui est considéré comme radical du point de vue des idées et des opinions est relative à l'époque et à la société dans laquelle ces idées et opinions évoluent, dans la mesure où elles peuvent être diamétralement opposées aux idées et opinions des courants de pensée dominants d'une société et époque donnée (Neumann 2013) ; après tout, ceux qui militaient en faveur des droits civiques aux États-Unis dans les années 1960, tel Martin Luther King, étaient étiquetés de radicaux par certains.

Ainsi, des individus ou groupes d'individus dont les idées et opinions sont considérées comme étant « radicales » par rapport aux courants de pensée dominants, sans pour autant être violents, pourraient être associés aux individus et groupes d'individus radicaux violents ou terroristes, alors qu'ils ne devraient pas nécessairement l'être.

De la même façon, nous aimerions établir une différence entre ce qui sera ici considéré comme des individus et groupes d'individus « radicaux », et des individus et groupes d'individus « radicaux violents ». Par l'utilisation du terme « radical(aux) » il sera question d'individus ou de groupes d'individus dont les idéologies sont en opposition aux courants de pensée dominants, mais dont l'apologie et l'utilisation de la violence ne font pas partie des méthodes mises de l'avant. En revanche, l'utilisation du terme « radical(aux) violent(s) » fera référence aux individus et aux groupes d'individus dont les idéologies sont en opposition aux courants de pensée dominants et où l'utilisation ainsi que l'apologie de la violence comme moyen d'arriver à leurs fins sont intellectuellement, philosophiquement ou religieusement légitimées.

Nous insistons sur l'importance de bien distinguer un individu ou un groupe « radical » d'un individu ou d'un groupe « radical violent » ; le problème et le danger pour la sécurité résident davantage dans le caractère violent que dans le caractère radical des idées de ces individus et de ces groupes. Autrement, si le fait d'avoir des idées radicales était un danger en soi, beaucoup trop d'adolescents et de jeunes adultes, toutes sociétés

confondues, pourraient être considérés comme une menace alors qu'ils n'en sont pas forcément une. Le problème se trouve dans la radicalité violente et, par extension, dans la radicalisation menant à la violence. Des individus ou groupes d'individus radicaux peuvent devenir des radicaux violents, mais ne le deviendront pas nécessairement. Un radical deviendra violent s'il atteint ce que certains chercheurs ont appelé le « point de rupture », ou point de basculement, c'est-à-dire le moment où une personne « passe la frontière qui sépare la pensée radicale de l'action violente, la réflexion des actes » (Andersen 2015). Ce fameux point de basculement représente un « seuil que tous les individus en voie de radicalisation n'atteignent pas, mais que seuls les plus vulnérables finissent par franchir » (Andersen 2015).

Afin de bien distinguer « radicalisation » et « terrorisme », Khosrokhavar précise que malgré le fait que ces deux notions puissent se rejoindre, la notion de radicalisation se distingue de celle de terrorisme par l'attention qu'elle accordera aux « acteurs et [aux] modalités de leur adhésion à l'action violente [et à] leurs motivations » (Khosrokhavar 2014).

Ainsi, le terme « radicalisation » fait référence à un processus au cours duquel un individu ou un groupe d'individus renforcera ses croyances en une idéologie donnée, processus se concentrant sur les acteurs et les modalités de l'adhésion à ladite idéologie, jusqu'à l'atteinte possible d'un point de basculement où l'usage de la violence pourrait être légitimé intellectuellement, philosophiquement ou religieusement. Il s'agit donc de radicalisation pouvant mener à la violence, mais dont l'atteinte de la violence peut être évitée. Nous aimerions cependant nuancer cette dernière notion en soulignant sa difficulté de mise en application dans un contexte sécuritaire où l'État a la responsabilité de protéger sa population. L'arsenal juridique à la disposition de l'État français lui permet cependant d'absorber cette difficulté, dans la mesure où il est construit de sorte à accorder aux autorités le pouvoir d'agir à posteriori, mais également de manière préventive, comme le mentionne un rapport du Sénat français publié en 2018 (Sénat 2018). Ainsi, les infractions pénales de natures terroristes sont divisées en deux catégories : les infractions de droit commun, de même que les infractions terroristes autonomes. La première catégorie concerne des infractions qui sont recensées par l'article 421-1 du Code pénal français, comme les atteintes volontaires à la vie ou à l'intégrité de la personne. La seconde catégorie concerne des infractions comme l'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste (AMT), ou encore la provocation et l'apologie du terrorisme. Cette dernière catégorie bénéficie d'une application très large, concernant tous les actes djihadistes et leurs comportements associés ; plus de 90 % des poursuites liées aux actes découlant de la radicalisation islamique depuis 1996 auraient été fondées sur cet élément de droit. À eux seuls, les délits d'AMT permettent de punir les actes terroristes, sans même qu'ils soient perpétrés ou tentés. Les délits de provocation et d'apologie du terrorisme, quant à eux, permettent de sanctionner un individu dès lors qu'il provoque directement à des actes terroristes, ou encore dès qu'il en fait l'apologie en public ou sur le web

en les présentant ou les commentant de façon moralement favorable. Ce dernier élément de droit a été fréquemment utilisé depuis 2014 (Sénat 2018). Ainsi, l'État français et ses instances de sécurité effectuent une distinction entre la radicalisation et la radicalisation violente, mais se sont dotés des outils leur permettant d'agir avant le passage à la violence.

Bien qu'il existe de nombreuses catégories d'individus ou de groupes d'individus radicaux, nous traiterons plus spécifiquement des radicaux islamistes, c'est-à-dire de ceux qui justifient leurs actions et construisent leur pensée autour d'une interprétation de l'islam qui sert leurs desseins violents. Par extension, lorsque nous traiterons de la radicalisation, il sera question de radicalisation islamiste.

Puisqu'il est ici question d'individus et de groupes radicaux, de radicalisation et de terrorisme liés à une interprétation précise de l'islam, il nous semble essentiel de tenter de définir ce que signifient « djihad » et « djihadisme », de même que, par extension, la désignation « djihadiste ». Toutefois, avant de poursuivre, il nous semble important de préciser que l'objectif des quelques paragraphes qui suivent n'est pas de débattre de la notion théologique du « djihad », mais bien de tenter une définition de ce terme omniprésent dans ce travail et dans la littérature scientifique traitant de ce sujet, afin de faciliter la compréhension du lecteur.

En ce qui concerne le djihad, une définition a été tentée par M. Pietrasanta qui affirme que « [le] djihad se définit comme une idéologie extrémiste et se manifeste dans l'action violente » (Pietrasanta et France 2015). Cette définition, bien qu'elle ne soit pas tout à fait fautive une fois mise en contexte, peut sembler manquer de précision devant la complexité du phénomène. Bien que la question du religieux soit présente dans le rapport de M. Pietrasanta, la définition de base qu'il propose semble exclure cet aspect important de l'équation.

Il nous semble donc impératif d'aborder la notion de djihad en soulignant l'aspect religieux. Bien que celle-ci soit généralement dépeinte comme étant forcément violente, Dounia Bouzar affirme qu'à la base « [t]out musulman instruit sait que le djihad est d'abord un engagement envers soi-même, qui exige du croyant qu'il fasse un effort pour lutter contre ce qui va à l'encontre de son éthique (le mensonge, l'envie, la jalousie...) » (Bouzar 2015), ce que Pierre-Jean Luizard qualifiera de « grand djihad » (Luizard 2016). Bouzar poursuit en précisant que « [c]e n'est que sous des conditions très strictes que le djihad peut devenir armé, autorisé par un État et non par des individus, uniquement en cas de légitime défense » (Bouzar 2015), ce que Luizard appellera « petit djihad » (Luizard 2016). Bouzar affirme de plus qu'*Al-Nosra* et *Daesh* (ou État islamique) seraient en rupture avec quatorze siècles d'interprétation de l'islam en redéfinissant la notion de djihad, dans la mesure où, selon elle, les humains ne pourraient pas décider de la vie ou de la mort d'autres humains ; « seul Dieu a le pouvoir de vie ou de mort sur un homme » (Bouzar 2015).

La définition du djihad dont il sera question dans ce travail sera toutefois liée à la problématique de la radicalisation islamique, soit la notion de djihad à laquelle les radicaux islamiques violents adhèrent aujourd'hui en France et qui les pousse à commettre des attentats de même qu'à quitter la France pour aller se battre et mourir à l'étranger. Nous croyons qu'il était toutefois pertinent de mentionner que la notion de djihad ne renvoyait pas forcément à une notion de violence, mais qu'elle a pu être dénaturée en lui accordant une interprétation agressive.

À cet effet, Bénichou, Khosrokhavar et Migaux définiront le djihadisme comme étant « une idéologie extrémiste qui a sa source d'inspiration explicite dans l'islam et une action violente qui s'inspire de ladite vision du monde » (Bénichou, Khosrokhavar et Migaux 2015). Ils prennent toutefois le soin de préciser qu'il s'agit d'une version « ultraminoritaire » de l'islam et que la très vaste majorité des musulmans n'y adhère pas, en plus de nous mentionner que la grande majorité des victimes du djihadisme serait elle-même musulmane⁵ (Bénichou, Khosrokhavar et Migaux 2015). Malgré cela, ils soulignent que le relatif succès du djihadisme s'explique par le fait qu'il prend sa source dans les idées et les traditions d'un certain type d'islam (notamment le salafisme), vu sa proximité idéologique avec le wahhabisme, « cette version de l'islam [qui] a propagé une vision extrêmement inflexible de la religion, combattant [...] toutes les formes de religiosités qui lui faisaient obstacle » (Bénichou, Khosrokhavar et Migaux 2015).

En conclusion, il est primordial de distinguer les concepts d'individus et de groupes d'individus radicaux, de radicalisation et de radicalisation violente, de terrorisme et de djihad. Ces concepts seront au cœur de l'analyse effectuée tout au long du document.

1.3. Méthodologie

Le présent travail a été rédigé selon une approche d'analyse descriptive. L'analyse descriptive ne cherche pas à suggérer une solution au problème présenté dans l'étude de cas, mais plutôt à présenter une vue d'ensemble qui permet une compréhension de celui-ci.

Cette analyse descriptive s'articule autour de recherches et d'analyses de la littérature existante portant sur la question étudiée. Les 95 références bibliographiques de ce travail proviennent de sources variées, primaires et secondaires. Il s'agit d'articles et d'ouvrages scientifiques, d'articles et d'ouvrages de professionnels de terrain, de textes de loi et de vulgarisation légale, de sites web d'organisations gouvernementales, de rapports gouvernementaux, de rapports et comptes rendus de l'Assemblée

⁵ Une recherche via la *Global Terrorism Database* de l'Université du Maryland (*Global Terrorism Database* 2018) nous permet de constater que la majorité des victimes du terrorisme djihadiste (agresseurs sélectionnés comme critère : Front Al-Nosra, Al-Qaïda, État islamique en Irak (ISI) et l'État islamique en Irak et au Levant (ISIL)) depuis 2001 provient de pays dont les populations sont à majorités musulmanes. Ceci étant dit, ces pays comptent également des minorités non musulmanes qui sont aussi visées par les djihadistes, donc toutes les victimes issues de ces pays ne sont pas forcément musulmanes.

nationale et du Sénat français, de mêmes que d'articles de quotidiens et périodiques. Il s'agit d'informations accessibles au grand public via l'autoroute de l'information ou par la consultation d'ouvrages écrits disponibles par l'entremise de services de bibliothèque.

2. La construction de la radicalisation

Cette partie se divise en cinq sections ; des facteurs pouvant influencer des individus à se radicaliser progressivement, une section sur la radicalisation en prison, ce que la radicalisation comble chez les individus concernés, le rôle d'internet dans les processus de radicalisation et l'apport des communautés musulmanes dans la compréhension de la radicalisation djihadiste.

2.1. Les facteurs influençant la radicalisation

Les personnes radicalisées ne sont pas nées radicalisées ; elles le sont devenues. Cela peut sembler une évidence, mais il peut être pertinent de le rappeler devant certains discours simplistes adoptés par quelques acteurs publics et médiatiques dans le monde. Une partie de la solution face au problème de la radicalisation repose dans la compréhension de ses origines. De ce fait, nous tenterons de comprendre ce qui peut pousser un individu à emprunter la voie de la radicalisation menant à la violence. Nous aborderons la question à travers les prismes de la rupture de ban et de la crise identitaire amenés par la disparition des repères, mais également à travers ceux liés aux champs psy.

Avant de poursuivre, nous aimerions préciser que, bien qu'il soit juste d'affirmer que plusieurs djihadistes présentent des caractéristiques communes, il est difficile de prétendre à un profil type quant aux personnes susceptibles de se radicaliser. Bien que l'idée de dresser des profils types puisse sembler attrayante, il s'agirait d'une approche « hasardeu[se] » qui se « heurte à la diversité des parcours et des motivations des individus concernés » (Sénat 2018). Les services de renseignement utiliseraient d'ailleurs des « éléments [...] pour analyser la dangerosité d'un cas » plutôt qu'une « grille rationnelle [qui] ne saurait pleinement anticiper le passager à l'action violente » (Sénat 2018). Notons également que « les causes de la radicalisation [seraient] multiples », et non la conséquence d'un seul facteur (Domenach dans Sergent 2018).

2.1.1. Rupture de ban

La recherche portant sur les questions de radicalisation islamique mentionne fréquemment que les personnes qui se radicalisent se trouvent la plupart du temps en situation de « rupture de ban » en France. Avant de discuter en quoi la rupture de ban concerne la radicalisation islamique, il peut être pertinent de comprendre de quoi il s'agit lorsqu'il est question de la rupture de ban. Il serait ainsi question d'« avoir rompu avec son état et vivre d'une manière moralement condamnable » (CNRTL, 2018). Il s'agirait donc

d'une situation où un individu se trouverait en rupture avec son milieu, où il vivrait hors de la norme de son milieu.

La situation de rupture peut toucher plusieurs aspects de la vie des personnes qui se radicalisent. En effet, certaines de ces personnes auraient vécu des situations de rupture au niveau scolaire, familial, religieux, social et économique.

Tout d'abord, mentionnons les situations de rupture dans le domaine scolaire chez plusieurs jeunes. Le « Rapport fait au nom de la Commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus djihadistes », présenté en 2015, mentionnait que plusieurs individus radicalisés avaient traversé des difficultés scolaires, bien que certains aient obtenu des diplômes universitaires (Ciotti, Mennuci et France 2015). Une étude française publiée en 2017 par l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), pour laquelle treize djihadistes ont été interviewés, vient toutefois appuyer et nuancer cette idée. Des treize djihadistes interviewés, seulement deux auraient été en situation de rupture avec le système scolaire, cinq auraient exprimé une sensibilité à cet égard, et six ne se seraient pas ou très peu identifiés à cette réalité (Ainine, Crettiez, Lindemann et Sèze 2017). D'ailleurs, des fichiers volés à *Daesh* auraient confirmé que plusieurs djihadistes étaient éduqués (Morin 2017).

De façon plus importante peut-être, une rupture avec le milieu familial aurait également été relevée. Dans certains cas, il a été soulevé que les individus radicalisés auraient vécu ou auraient été témoins, dans leur environnement familial, d'actes de violence ou d'inceste. Des situations familiales complexes auraient également été identifiées, à savoir des cellules familiales éclatées où les parents sont séparés ou même absents (Ciotti, Mennuci et France 2015). Les résultats de l'étude de l'INHESJ abondent toutefois dans un autre sens. De ces treize djihadistes interviewés, seulement quatre auraient associé leur enfance à des situations complexes ou malheureuses, tandis que neuf auraient affirmé avoir vécu une enfance sans souci ou très heureuse (Ainine, Crettiez, Lindemann et Sèze 2017). Notons toutefois qu'avec ou sans enfance traumatisante, de nombreux radicaux se trouveraient malgré tout en situation de rupture avec leur famille, dans la mesure où une rupture du point de vue générationnel se produirait. Ces jeunes, surtout ceux issus de l'immigration musulmane, auraient une certaine tendance à rejeter ce que leurs parents représentent en matière de culture et de religion (Roy 2015). Cette idée du rejet de la culture des parents rejoint également un aspect identitaire, dont nous discuterons plus loin.

Dans la même veine que la rupture générationnelle avec la culture de leurs parents, les jeunes issus de l'immigration musulmane vivraient aussi une rupture avec l'islam, souvent modéré, dont seraient issus leurs parents. Bien qu'ils soient eux-mêmes musulmans, ils ne pratiqueraient que très peu l'islam de leurs parents, voire pas du tout, en plus d'avoir des connaissances théologiques limitées (Khosrokhavar 2014).

Ces limitations quant aux connaissances de l'islam faciliteraient d'ailleurs leur conversion au salafisme, conversion effectuée à la manière des *born again* du monde chrétien (Roy 2015). Forts de leurs nouvelles convictions et se considérant eux-mêmes comme des convertis, ces jeunes discréditeraient volontiers l'islam modéré auquel adhèrent leurs parents (Bouzar 2014). Les résultats de l'étude de l'INHESJ auraient tendance à confirmer ce rejet, dans la mesure où, dans dix cas sur treize, les entrevues avec les djihadistes auraient permis de comprendre l'importance que prenait pour eux le rejet des instances officielles de l'islam et principalement du wahhabisme saoudien qui serait vu comme renégat à la cause islamiste mais surtout à la cause djihadiste. Les djihadistes seraient ainsi des contestataires internes du domaine musulman, qui dénonceraient par ailleurs les compromis acceptés par certains imams (Ainine, Crettiez, Lindemann et Sèze 2017). Cette situation mettrait donc, de plus, ces jeunes en situation de rupture avec les communautés musulmanes traditionnelles (Roy 2015), celles-ci préférant ne pas être associées aux salafistes. Nous discuterons un peu plus loin de ce qui attire ces jeunes vers le salafisme plutôt qu'une forme plus modérée. Avant de poursuivre, nous aimerions toutefois préciser que malgré une méconnaissance originale de la théologie islamique, l'influence des textes religieux serait fondamentale dans le processus de radicalisation ; l'étude de l'INHESJ aurait démontré que huit djihadistes sur les treize interviewés auraient confirmé cette importance (Ainine, Crettiez, Lindemann et Sèze 2017).

De plus, notons que les personnes radicalisées auraient vécu une rupture au niveau social, dans la mesure où il règnerait chez certains musulmans un sentiment d'exclusion du reste de la société, à travers la discrimination et l'anomie, de même qu'à travers l'idée qu'un complot dirigé vers leur groupe existerait. L'étude de l'INHESJ relevait d'ailleurs que douze des treize djihadistes interviewés avaient affirmé ressentir que la communauté musulmane était discriminée et que le statut de musulman en France était minoré, en ajoutant d'ailleurs que cet aspect était très fortement lié à leur engagement djihadiste (Ainine, Crettiez, Lindemann et Sèze 2017). Il existerait également la conviction de l'existence d'un complot ; elle serait omniprésente chez les personnes radicalisées qui seraient souvent fragilisées au point de vue de leur situation sociale, familiale, économique, etc. Ceux-ci percevraient leur situation d'exclus comme étant la conséquence d'actes malveillants perpétrés délibérément par un groupe qu'ils s'imaginent favorisés, contre le groupe auquel ils s'identifient eux-mêmes, quel qu'il soit ; musulmans, Français « de souche », etc. (Khosrokhavar 2014). Ce complot serait d'ailleurs perçu comme étant un complot du « monde entier pervers » contre les musulmans détenteurs de « la Vérité » (Bouzar 2014). L'étude de l'INHESJ vient toutefois mitiger l'importance de l'aspect complotiste, en affirmant qu'il n'est pas dominant bien qu'il demeure important, dans la mesure où huit djihadistes sur treize exprimaient leur perception dudit complot (Ainine, Crettiez, Lindemann et Sèze 2017). Ainsi, il existerait une rupture avec le reste de la société, dans la mesure où il est possible qu'un lien de confiance avec le reste de la société soit rompu, en raison de cette perception de discrimination, d'exclusion et d'anomie.

Ce dernier élément est d'ailleurs souligné par un rapport sénatorial sur les filières djihadistes, où il est mentionné qu'un sentiment d'humiliation de la communauté musulmane est fréquemment rapporté dans le discours de djihadistes interviewés. Ces djihadistes, qui observeraient le contexte international, afficheraient des volontés de revanche à l'encontre des puissances occidentales devant ce qu'ils considéreraient comme une humiliation systématique et injuste de la communauté musulmane mondiale, notamment par la perception que l'engagement dans la guerre des puissances occidentales aurait toujours été fait contre des pays musulmans au cours des dernières décennies. Les djihadistes étant passés à l'action en sol français font d'ailleurs explicitement référence à ce contexte. À titre d'exemple, les frères Kouachi avaient cité l'implication militaire occidentale au Mali et en Irak, tandis qu'Amedy Coulibaly avait dédié ses actes à la situation palestinienne. Ces perceptions de complot à l'encontre des musulmans, d'injustice et d'oppression occidentale seraient de plus exacerbées par les images de mauvais traitements imposés aux détenus musulmans dans les prisons de Guantanamo et d'Abu Grahb. Ces sentiments donneraient des munitions aux tenants de l'argument du devoir religieux de défendre l'islam, victime des attaques systématiques des croisés chrétiens et athées (Sénat 2015).

Finalement, plusieurs personnes radicalisées auraient vécu des situations de rupture du point de vue économique. En effet, plusieurs seraient passés par des situations de précarité, se seraient retrouvés chômeurs ou auraient eu des difficultés financières (Ciotti, Mennuci et France 2015). Il est d'ailleurs noté que beaucoup de jeunes issus des banlieues auraient beaucoup de difficulté à s'intégrer à l'économie traditionnelle, qu'ils soient issus des minorités ethniques ou qu'ils soient des Français de souche, les portes se fermant à eux. Il arrive que la précarité et la pauvreté mènent certains individus à se tourner vers la petite délinquance afin de joindre les deux bouts. Il a été rapporté que dans le cas des blancs des banlieues, ceux-ci se sentant exclus par les blancs plus favorisés, certains individus tenteraient de se rapprocher des groupes de musulmans afin de bénéficier de leurs réseaux d'entraide et de petite délinquance. Ce sujet sera développé un peu plus loin. Tous ne s'entendent toutefois pas quant à l'importance du passage par la petite délinquance dans le processus de radicalisation ; l'étude de l'INHESJ dénote que sur treize djihadistes interviewés, seulement trois ont connu un passage par la délinquance (Ainine, Crettiez, Lindemann et Sèze 2017).

En conclusion, plusieurs chercheurs auraient souligné la présence de situations de ruptures dans le bagage de personnes s'étant radicalisées, quoique certains aspects aient pu être mitigés. Ces ruptures auraient été vécues sur le plan scolaire, familial, religieux, social et économique. En plus des situations de ruptures, plusieurs de ces jeunes gens vivraient ou auraient vécu des crises en ce qui concerne la question identitaire, ce que nous aborderons dans la section suivante.

2.1.2. Crise identitaire

Un des aspects centraux à la vie des individus et de la société est la question liée aux identités. Il s'agit d'identités, au pluriel, car celles-ci sont généralement vécues à différents niveaux ; identité nationale, familiale, culturelle, professionnelle, etc. Selon certains auteurs, un des éléments pouvant mener des individus à se radicaliser se situerait au niveau d'une crise identitaire. Nous aborderons ici la question à travers la crise identitaire au niveau culturel, de même qu'au niveau du rôle des genres dans la société.

Avant de débiter, nous aimerions faire une distinction entre les jeunes Français, dits « de souche », et les jeunes issus de l'immigration musulmane, qu'ils soient immigrants de seconde génération, troisième ou quatrième. Par « immigrants de seconde génération », nous entendons ceux ayant migré en France avec leurs parents alors qu'ils étaient enfants, ainsi que ceux qui sont nés en France de parents ayant migré à l'âge adulte. Il est pertinent d'effectuer cette distinction dans la mesure où ces deux grands groupes vivent leurs crises identitaires de façon différente, quoiqu'elles puissent comporter des similitudes à certains égards.

D'une part, l'aspect culturel jouerait un rôle important dans la crise identitaire. Il a été avancé que plusieurs jeunes Français issus de l'immigration musulmane auraient de la difficulté à assumer la double identité qu'ils occuperaient, soit celle de musulman et de Français. Un des éléments engendrant ce problème chez les jeunes issus de l'immigration musulmane serait l'absence d'une transmission d'une religion insérée culturellement. Il s'agirait du fruit de l'absence d'harmonie entre leur identité culturelle musulmane, dont ils sont porteurs par leur éducation familiale, et leur identité occidentale, dont ils sont porteurs par le fait d'être passés à travers une éducation occidentale à l'extérieur du foyer familial. Ces jeunes partageraient en fait la culture « jeune » de leur génération avec les autres Français ; consommation d'alcool, consommation de drogue, fréquentation des boîtes de nuit, fréquentation des membres du sexe opposé, petite délinquance, etc. Ils rencontreraient une certaine difficulté à être entièrement à l'aise avec une identité musulmane occidentale (Roy 2015). L'occidentalisation de ces jeunes serait si bien ancrée que plusieurs d'entre eux perpétueraient certains comportements occidentaux une fois radicalisés, ce qui pourrait être qualifié de « radicalisation à l'occidentale ». À titre d'exemple, l'auteur des attentats de l'*HyperCacher* avait une amie de cœur hors mariage, tandis que les auteurs des attentats du Bataclan se seraient arrêtés manger dans un restaurant *McDonald's* durant leur fuite vers la Belgique (Saïdi 2017). Ceux de « première génération » n'auraient toutefois pas cette difficulté à jongler entre les deux identités, dans la mesure où ils seraient porteurs de l'islam culturel de leur pays d'origine (Roy 2015). Cette difficulté à assumer la double identité combinée aux sentiments négatifs engendrés par la discrimination et les humiliations dont ils sont victimes pourraient contribuer à amener certains individus sur le chemin de la radicalisation. Parmi ces jeunes, ceux qui seraient sensibles et qui auraient une certaine difficulté à trouver

un sens à leur vie, de même que leur place et leur rôle dans la société pourraient être plus réceptifs à l'endoctrinement de l'islam radical (Bouzar, Caupenne et Valsan 2014).

En ce qui concerne les Français « de souche » qui s'engagent sur la voie de la radicalisation islamique, nous en retrouverions issus des classes moyennes et bien intégrées, mais également des classes les plus pauvres, moins bien intégrées. Khosrokhavar parlera des blancs pauvres de banlieues comme de « Petit blanc ». Celui-ci serait généralement pauvre, voire miséreux, vivrait dans les banlieues et ne serait pas intégré, ni socialement ni économiquement. Il se sentirait invisible face à l'État et à la société. Son identité serait mise à mal par sa situation. Il subirait un double rejet : d'un côté celui des blancs bien intégrés qui le méprisent ou l'ignorent, mais aussi celui des autres jeunes de banlieues qui, précisons-le, sont souvent d'une origine culturelle différente de la sienne. Étant rejeté par les autres jeunes de son quartier, le « Petit blanc » se retrouverait souvent avec moins de ressources que ceux-ci puisqu'il ne fait pas partie de leurs réseaux d'entraide ou de petite délinquance permettant d'arrondir les fins de mois. En réaction aux frustrations engendrées par cette situation, il arrive que le « Petit blanc » se radicalise, bien que ça ne soit qu'une minorité de cas. Ceux issus des classes moyennes n'ont généralement pas été victimes, dans leur ensemble, de l'exclusion et de l'anomie comme les moins privilégiés. Toutefois, certains individus s'identifieraient malgré tout à ces groupes discriminés dans la mesure où, par projection, ils ressentiraient une grande sympathie à leur égard, sympathie pouvant mener à un désir de vengeance (Khosrokhavar 2014).

D'autre part, les difficultés au niveau des relations et des rôles de genres sembleraient exercer une influence certaine dans le mal-être identitaire de certains jeunes. La société française moderne aurait engendré une zone grise quant aux rôles des hommes et des femmes. Les jeunes femmes subiraient un désabusement post-féministe dû à la situation des femmes du point de vue social et familial. Les jeunes hommes des banlieues auraient quant à eux un complexe dit de castration quant à l'absence d'exercice d'autorité de leur part sur le plan social et familial. La confusion résiderait dans l'idée que les deux individus formant le couple devraient être des partenaires égaux, mais où la réalité serait vécue différemment dans la mesure où l'individuation moderne liée à la libération féminine aurait placé la femme en position de solitude. Les deux partenaires se trouveraient ainsi en position de compétition plutôt que d'égalité, où le principe du « chacun pour soi » serait roi et où les hommes seraient conséquemment moins fiables (Bénichou, Khosrokhavar et Migaux 2015). Sous cet angle, les points de repère qui jalonnaient auparavant les relations hommes-femmes auraient disparu, rendant celles-ci plus difficiles.

En résumé, il existerait chez ces jeunes gens un mal-être de nature identitaire pouvant être qualifié de crise dans laquelle ils auraient une difficulté non négligeable à trouver leur place. Nous avons donc discuté de cette crise sous les angles de l'identité culturelle, de même que sous l'angle des rôles et des relations de

genres. D'autres angles pourraient être explorés quant à la crise identitaire, mais par souci d'économie nous devons nous limiter à ceux-ci.

2.1.3. « Fous » de Dieu ?

Les djihadistes sont fréquemment qualifiés de « fous » sur la place publique. Pourtant, est-il juste d'associer leurs actions à la maladie mentale ? La question est légitime, notamment puisque certains individus radicalisés peuvent être considérés comme étant fragilisés, comme nous l'avons mentionné précédemment⁶. Elle est également pertinente puisqu'elle a été abordée par les pouvoirs publics. En effet, en août 2017, le ministre de l'Intérieur français avait proposé que les services de santé psychiatriques soient mobilisés pour « identifier les profils psychologiques extrêmement troublés » qui « demain peuvent passer à l'acte » (Collomb dans Zafimehy et Florin 2017). Cette annonce a été critiquée notamment par le Dr David Gourion, psychiatre, qui cite une étude britannique de 2016 publiée par le *British Journal of Psychiatry*, effectuée auprès d'environ 3700 Britanniques ; cette étude aurait découvert que dans les groupes les plus radicalisés de son échantillon, la prévalence des troubles psychiatriques n'était pas plus élevée que dans les autres groupes de l'échantillon (Seckel 2017). Cette découverte vient soutenir les affirmations du Dr Guillaume Monod, psychiatre, qui affirme avoir constaté, lors d'entretiens qu'il a effectués avec des détenus radicalisés en France, que « les djihadistes qui souffrent de troubles psychiatriques sont très minoritaires » (Monod dans Sergent 2018). Malgré la fréquence peu élevée de ces troubles chez les radicalisés, de nombreux facteurs de risques liés aux psychopathologies de l'adolescence y auraient été rencontrés (Campelo, Oppetit, Neau, Cohen et Bronsard 2018).

De plus, une étude américaine de 2014, citée par le Dr Gourion, fait une distinction entre les terroristes actifs au sein de groupes organisés et ceux de type « loups solitaires ». Il affirme ainsi que chez ceux qui agissent en groupes organisés, il n'y aurait pas de troubles psychiatriques, puisque ces groupes recherchent des gens « méticuleux, patients, attentifs, et pas des gens en grande détresse psychique » (Gourion dans Seckel 2017), contrairement aux « loups solitaires », chez qui la prévalence de troubles mentaux serait plus élevée (Seckel 2017). Cette différence quant à la prévalence chez les individus issus de groupes organisés et les « loups solitaires » vient supporter un consensus chez les acteurs du renseignement français et des chercheurs en sciences sociales, consensus relevé en commission d'enquête sénatoriale, qui met de l'avant l'idée que les actions posées par les « loups solitaires » ne s'inscriraient pas dans un processus de radicalisation djihadiste comme tel, puisque les « trajectoires de radicalisation djihadiste elles-mêmes sont le plus souvent, voire toujours enracinées dans un parcours de groupe » (Sénat 2018). Les « loups

⁶ Il faut toutefois apporter une certaine nuance ; une personne considérée comme étant fragilisée, comme il a été discuté à la sous-section 2.1.1, n'est pas forcément atteinte d'un trouble d'ordre psychiatrique ou psychologique. Le premier est d'ordre psychosocial, tandis que le second est d'ordre médical.

solitaires » agissants seuls, sans le support d'un réseau quelconque, ne seraient pas considérés comme djihadistes.

Malgré tout, les champs disciplinaires liés à la psychologie et à la psychiatrie s'intéressent à la problématique ; des États généraux psy sur la radicalisation ont d'ailleurs eu lieu à Paris en novembre 2018 (Sergent 2018). Ces États généraux font notamment partie des mesures mises de l'avant par le plan de prévention de la radicalisation du gouvernement français, plan qui prévoit d'autres mesures liées au champ « psy », mais également des mesures liées à d'autres champs disciplinaires (Gouvernement de la France 2018).

Ainsi, la recherche issue des disciplines du champ psy n'a pour l'instant pas permis d'identifier de liens entre radicalisation djihadiste et troubles d'ordres psychologiques et psychiatriques. La participation de ce champ d'activités reste toutefois pertinente, notamment des points de vue de prévention et de suivi, vu la situation de fragilité de certains individus qui s'inscrivent dans un processus de radicalisation djihadiste, tel que mentionné précédemment.

2.2. La radicalisation en prison

La radicalisation serait donc le résultat de divers facteurs. Un des facteurs non négligeables est le facteur prison. Nous croyons qu'il est bon de mentionner ce facteur, dans la mesure où des efforts significatifs en lien avec la lutte à la radicalisation en prison ont été mis en place par les autorités, efforts qui ont été réorientés à quelques reprises. Notons cependant que la question de la radicalisation en prison mériterait une analyse plus approfondie que ce que nous sommes en mesure d'offrir ici, vu les limites induites à ce type de travail. Ainsi, bien qu'il soit difficile d'obtenir des données précises quant au nombre de personnes qui se radicalisent derrière les barreaux, il existe des données concernant les personnes déjà radicalisées à leur entrée en prison. Ainsi, en date du 19 février 2018, 512 personnes étaient détenues pour un délit ou un crime en lien avec le terrorisme islamiste et que 1139 autres étaient des détenus de droit commun radicalisés (Jacquin 2018). Les détenus déjà radicalisés à leur entrée en milieu carcéral ne représentent pas tous le même niveau de radicalisation, c'est pourquoi ils sont évalués afin de déterminer leur niveau de dangerosité. Ils seront par la suite placés en fonction de leur niveau, soit en détention ordinaire, en isolement ou encore au quartier pour détenus violents de la maison centrale de Lille-Annoeullin pour les plus dangereux (Alouti 2018). Une des motivations menant à un tel processus de séparation est de limiter la propagation d'une radicalisation menant à la violence. Ainsi, si un radicalisé endurci est placé en détention avec un jeune radicalisé ayant des doutes, il est fort probable que le radicalisé endurci renforce les croyances du radicalisé qui doute (Reynaud 2018). Ce serait d'autant plus vrai si le radicalisé ayant des doutes est une personne vulnérable ou instable, et que le radicalisé convaincu est un meneur charismatique.

D'autres facteurs peuvent aussi contribuer à l'endurcissement de la radicalisation chez certains individus, notamment les humiliations et les frustrations quotidiennes liées aux conditions de vie dans les prisons ; cellules à trois ou quatre personnes plutôt qu'à deux, incompréhension et refus des autorités devant leurs demandes d'accès aux loisirs ou au sport et à de meilleures conditions pour les visites familiales, etc. (Crétenot et Liaras 2015). Le passage en prison serait donc un facteur ayant une importance considérable en lien avec la radicalisation. Ainsi, une analyse plus approfondie et détaillée des effets du milieu carcéral serait bénéfique à la compréhension du phénomène de la radicalisation.

2.3. Panser par l'islam radical

Devant les problèmes précédemment discutés, plusieurs personnes chercheront des solutions. Certains la trouveront en suivant les chemins de la radicalisation islamique. De leur point de vue, cette voie viendrait combler les carences dont ils souffriraient en leur apportant les repères qui leur manquent si cruellement. Ces repères permettraient à ces personnes de se reconstruire sur le plan identitaire en consommant, d'une certaine façon, les ruptures vécues.

Avant tout, il est primordial de comprendre que le salafisme est une interprétation de l'islam établissant des normes quant aux divers aspects de la vie. La conversion au salafisme permettrait ainsi à ces jeunes de reconstruire leur identité en se réappropriant certains repères ; que ce soit par l'encadrement temporel à travers les cinq temps de la prière, ou les prescriptions quant à divers aspects de la vie personnelle. Ces repères, ou balises, peuvent être rassurants pour un individu vivant dans la précarité, sans les repères normalement obtenus dans le cadre d'un emploi (Khosrokhavar 2014). Le salafisme auquel ils se convertissent étant un islam normatif rejetant le concept de culture, il leur permettrait de se reconstruire eux-mêmes en rejetant ce qui représenterait désormais des symboles qu'ils détestent en eux-mêmes : la culture de leurs parents et la culture occidentale (Roy 2015) dans le cas des jeunes issus de l'immigration musulmane. Cette reconstruction identitaire, prenant forme autour de l'aspect religieux à travers la répétition obsessionnelle de rituels, entre autres, engendrerait chez eux le sentiment d'être protégés par l'atmosphère sacrée d'une relation avec Dieu qu'ils auraient construite (Bouzar 2014). Notons que la majorité de ces personnes qui se reconvertissent au salafisme n'emprunteront pas la voie du salafisme djihadiste, mais plutôt celle du salafisme puritain ou quiétiste, cherchant davantage à vivre leur intense foi librement sans chercher à combattre l'Occident par les armes (Khosrokhavar 2014).

En ce qui a trait à la conversion et à la radicalisation des « Petits blancs », ceux-ci se convertiraient à l'islam à la base pour joindre les groupes d'Arabes afin de bénéficier de leurs réseaux, mais aussi dans le but de faire front commun contre les blancs bien intégrés. En agissant de la sorte, le « Petit blanc » peut sentir qu'il reconstruit une identité plus forte. Notons toutefois que suite à sa conversion, il doit souvent faire preuve de zèle en ce qui concerne sa nouvelle foi afin de convaincre les autres de sa sincérité (Khosrokhavar 2014).

En réponse au malaise dans les rôles et relations de genre, la dynamique des relations hommes-femmes proposée par le salafisme, près de la dynamique conservatrice et traditionnelle de l'islam en général, accorderait des rôles définis aux hommes et aux femmes. Cette dynamique néo-patriarcale rétablirait tant l'autorité de l'homme que celle de la femme. L'autorité de l'homme s'exercerait sur l'espace dit « guerrier » à l'extérieur du foyer, tout en lui permettant d'encadrer la sexualité de sa partenaire, comblant ainsi son complexe de castration et son besoin d'identité au niveau social et politique. L'autorité de la femme s'exercerait par sa responsabilité de préserver la paix à l'intérieur d'un foyer familial ainsi redevenu stable, foyer familial au service duquel serait mise la fonction procréatrice de sa propre sexualité. Cette vision de la famille prônée par l'islam radical viendrait combler le besoin, chez ces jeunes femmes désabusées, d'un réel partenariat où elles assumeraient du même coup une identité familiale forte, ainsi qu'une identité sociale et politique. Toutefois, ne nous méprenons pas : ces rôles sont inégalitaires, mais les inégalités seraient dans cette logique compensées par l'amour de Dieu qui, plus fort que les individualités des partenaires, permettrait à ceux-ci de combler leurs besoins et ainsi palier à cette rupture identitaire, familiale et sociale, tant chez les jeunes issus de l'immigration musulmane que chez les Français « de souche » convertis (Bénichou, Khosrokhavar et Migaux 2015).

Toujours dans le cadre d'une reconstruction identitaire, ces jeunes trouvent dans le djihadisme différentes identités auxquelles ils peuvent s'identifier. Ces nouvelles identités, découlant de mythes, viendraient ainsi combler les carences vécues au cours de leur crise identitaire. Ces identités varient notamment en fonction du genre.

Chez les jeunes femmes, on retrouverait le mythe de *Daeshland*, le mythe de Mère Thérèse et le mythe de la Belle au bois dormant. Le mythe de *Daeshland* serait perçu comme un monde utopique, une communauté de substitution dans une société fraternelle et solidaire que seul un « vrai islam » peut garantir, leur permettant ainsi de fuir ce monde de « mécréants » corrompus qui les a exclus. Le mythe de Mère Thérèse relève également de la quête d'un monde utopique, mais au niveau humanitaire. Dans cette recherche d'un idéal de soi, ce mythe permettrait d'adopter une identité de superhéros humanitaire en venant en aide, par exemple, aux enfants musulmans gazés par le régime syrien. Finalement, le mythe de la Belle au bois dormant propose la protection apportée par le conjoint idéal. Celui-ci aimerait la jeune femme pour toujours, lui procurant sécurité physique et affective à travers le mariage, un amour conjugal pur et un mode de vie sans mixité (Bouzar et Martin 2016).

Chez les jeunes hommes, on rencontrerait le mythe du Sauveur, le mythe de Lancelot, le mythe de Zeus et le mythe de la Forteresse (qui rejoindrait certaines jeunes femmes également). Le mythe du Sauveur relève d'une volonté de rédemption. En voulant vivre ce mythe, le jeune homme voudrait explicitement rejoindre le paradis en mourant sur la terre bénie du *Sham*, mais voudrait implicitement sauver sa famille ou un

membre de sa famille qu'il considère « mécréant » ou « musulman égaré ». Le mythe de Lancelot relèverait quant à lui de l'héroïsme au service de la communauté, où la recherche de la virilité perdue, combinée à la recherche de l'honneur perdu des musulmans serait vécue à travers l'intégration d'une communauté d'hommes unis dans un combat armé contre l'injustice. Le mythe de Zeus concernerait quant à lui la volonté d'imposer la charia en aspirant à la toute-puissance et à la domination d'autrui à travers le monde idéal de la zone de guerre, où l'omnipotence trouverait sa légitimité. Finalement, le mythe de la Forteresse est associé à la protection contre des obsessions de nature sexuelle ou de consommation de substances. Dans leur recherche d'un « meilleur soi », ces jeunes gens combattraient leurs obsessions par le surinvestissement dans les rituels religieux, qui les protégeraient à la manière d'une forteresse (Bouzar et Martin 2016).

En ce qui concerne l'aspect radical potentiellement violent, certains auteurs avancent qu'il s'agirait d'une islamisation de la radicalité plutôt que d'une radicalisation islamique, dans la mesure où les idées et les comportements radicaux dans les tranches plus jeunes de la population n'auraient rien de nouveau ; ils existeraient depuis longtemps. La frange salafiste de l'islam deviendrait pour ces jeunes un excellent moyen, car le plus efficace sur le marché à l'heure actuelle, servant à matérialiser leurs idéaux radicaux (Roy 2015) tout en comblant les manques dont ils souffriraient. L'attraction envers l'islam radical est exercée davantage par ce que l'islam symbolise pour plusieurs jeunes djihadistes, soit la religion des opprimés, que par l'islam lui-même. Cet aspect de « religion des opprimés » attirerait les Français « de souche » convertis provenant des classes moyennes qui y trouveraient une dimension anti-impérialiste autrefois assumée par d'autres mouvements radicaux, tels les mouvements radicaux de gauche des années 1970. Ce même aspect attirerait également les jeunes issus de l'immigration musulmane, en raison de l'anomie et du racisme qu'ils subiraient (Bénichou, Khosrokhavar et Migaux 2015).

Il a de plus été noté que les personnes qui se radicalisent au point d'adopter l'idéologie djihadiste partageraient les six caractéristiques suivantes ;

- Ils considéreraient le djihadisme comme étant presque l'unique manière légitime pour les musulmans de régler leurs problèmes face à l'Occident et ses gouvernements irréguliers ;
- Ils auraient une vision dichotomique du monde, s'inspirant d'une vision étroite du bien et du mal, considérant évidemment leur propre vision comme étant celle du bien ;
- Troisièmement, ils partageraient l'utopie d'un nouvel ordre mondial islamique qui verrait le jour par la création d'un nouveau califat. Selon cette idée, il s'agirait d'un monde dénué de tensions, construit sur une équité complète qu'apporterait l'érection d'un État islamique, qui elle-même se ferait par une guerre dite sainte, et non par des moyens pacifiques ;

- Quatrièmement, ceux-ci accorderaient une place prépondérante à la violence dans leur entreprise en tentant de la justifier non seulement en matière d'opportunités et de stratégies, mais également de façon juridique et théologique. Ils partageraient ainsi une culture du héros, personnifié par la notion de martyr tiré de la charia islamique, qui viendrait codifier les rapports sociaux et politiques ;
- Cinquièmement, ils utiliseraient très largement la notion de *takfir*, excluant ainsi de l'islam tous les musulmans qui ne partageraient pas leur vision de celle-ci, de même que leur vision du djihad. Le refus des autres musulmans d'accorder une légitimité à la vision de l'islam que partagent les djihadistes permettrait donc à ceux-ci de les classer comme des non-croyants, permettant de cette façon leur mise à mort ;
- Finalement, beaucoup d'entre eux partageraient un mépris de la vie face à la mort, justifiant ainsi une forte volonté de mourir et de tuer les non-musulmans, de même que les soi-disant faux musulmans. Cette perception serait tirée de leur vision de l'islam, qui comprend un ensemble de règles strictes antagonisant ceux qui ne partagent pas ladite vision (Khosrokhavar 2014).

Tel que nous avons précédemment mentionné, le fait pour un jeune de se radicaliser, en soi, ne signifie pas qu'il commettra des actes de violence ; seulement une poignée des radicalisés optent pour la voie violente. Ceux qui optent pour cette voie ont souvent eu des parcours semblables et vécu des situations de rupture similaires à ceux qui demeurent pacifiques. Ce qui amènera le radicalisé pacifique à la violence est le moment où il ne verra plus aucune autre issue viable pour faire face à son problème, le moment où il ne consommera plus sa rupture par la construction d'une carapace spirituelle protectrice, mais plutôt par la violence dirigée vers l'Occident. Pour lui, l'islam violent deviendra le seul islam authentique, celui à travers lequel il pourra rétablir ce qu'il considère comme étant l'équilibre brisé entre l'islam et l'Occident. C'est à travers cette volonté de blesser l'Occident qu'il reconstruira son identité et qu'il sortira de son insignifiance ; il se construira une identité de héros négatif. Se percevant comme un chevalier de la foi en guerre contre un monde de mécréants, ce héros négatif tuera en bonne conscience ceux qu'il considèrera les ennemis de l'islam. La haine de la société occidentale qu'il déclenchera par ses actes de violence lui ferait plaisir ; c'est ce qu'il chercherait à exalter. Cette haine exprimée à son égard contribuerait à renforcer cette nouvelle identité qu'il s'est créée ; la société qui l'a contraint à l'invisibilité et qui l'a déshumanisé le reconnaît désormais par la crainte qu'il impose (Khosrokhavar 2014).

2.4. La radicalisation 2.0, ou le rôle d'internet

Au-delà de la radicalisation à l'occidentale et des éléments pouvant mener une personne sur les voies de la radicalisation, il serait pertinent de mentionner de façon succincte l'aspect technologique de la radicalisation. En effet, il a été relevé qu'internet et les réseaux sociaux avaient un impact sur le processus de radicalisation. Toutefois, ceux-ci seraient davantage un vecteur de radicalisation plutôt qu'une source

de radicalisation (Morin 2017). L'étude de l'INHESJ a d'ailleurs mentionné que sur treize djihadistes interviewés, douze avaient affirmé qu'internet et les technologies de l'information avaient joué un rôle déterminant dans leur radicalisation, dans la mesure où ils pouvaient y avoir accès à des textes et exégètes du Coran, de même que des informations sur le djihad. Ils auraient également affirmé qu'internet était une voie de constitution d'une « communauté émotionnelle souffrante : soit celle des sunnites en proie à la répression des chiites et des Occidentaux "Croisés" ». Dix djihadistes sur treize auraient affirmé être entrés dans la religion à l'adolescence suite à la lecture en solitaire de textes trouvés sur internet. Malgré l'importance d'internet, onze djihadistes sur treize auraient affirmé que la socialisation amicale avait eu un rôle important dans leur entrée dans le djihadisme. De plus, neuf djihadistes sur treize auraient affirmé avoir eu accès au savoir et à la pratique djihadiste par l'entremise de personnes-ressources ou de réseaux, qu'ils jugent indispensables pour expliquer leur « basculement » dans l'action (Ainine, Crettiez, Lindemann et Sèze 2017). Ainsi, internet à lui seul ne serait pas une source de radicalisation, mais plutôt un carrefour permettant d'avoir accès à la documentation et aux communautés djihadistes.

2.5. Et pour les communautés musulmanes ?

Ces radicaux et ces djihadistes se réclamant de l'islam, les communautés musulmanes se retrouvent la plupart du temps, et bien malgré elles, au cœur de cette problématique. Notons cependant que les apports des communautés musulmanes à la compréhension de la problématique de la radicalisation mériteraient une analyse plus exhaustive que ce qui est permis par ce type de travail. Dans cette sous-section, nous discuterons de la radicalisation dans les mosquées et de la perception de certains imams quant à la problématique de la radicalisation djihadiste, à travers la présentation d'une lettre ouverte cosignée par une trentaine d'imams.

Nous ne pouvons aborder la question de la radicalisation dans les mosquées sans aborder la question de l'organisation du culte musulman en France. Il faut comprendre que le culte musulman n'est pas organisé autour d'un clergé hiérarchisé ayant des représentants universels identifiés⁷, bien qu'il existe en France différentes organisations ayant leurs leaders. Les imams n'ont pas de formation universelle spécifique et encadrée ; ils sont avant tout des « guides » de la prière et peuvent être élus par leur communauté (Damgé et Laurent 2016). Ce faisant, l'encadrement des prêches est difficile à pratiquer, ce qui peut laisser place aux divers courants de l'islam, dont le salafisme qui, sous sa forme djihadiste et non quiétiste, est associé à la radicalisation violente. Il peut ainsi arriver que des imams effectuent une dérive vers le salafisme

⁷ Les pouvoirs publics français aimeraient d'ailleurs que le culte musulman ait des représentants identifiés jugés légitimes par les fidèles eux-mêmes, à l'image de la Conférence des évêques de France, du Consistoire israélite ou encore de la Fédération protestante (Benzine 2018). Des tentatives ont été effectuées, avec toutefois des succès mitigés (notamment le Conseil français du culte musulman). Au moment d'écrire ces lignes, un large débat subsiste en France quant à l'organisation du culte musulman (Boubekeur 2018).

djihadiste, comme ce fut le cas par exemple dans la mosquée Dar-es-Salam d'Aix-en-Provence fermée au début 2017 (Leroux 2017), d'une mosquée de Torcy fermée en avril 2017 (*Le Monde* 2017), ou encore de la mosquée Al Sounna de Marseille fermée en janvier 2018 (Leroux 2018). Malgré l'existence de ces exemples, ces situations sont assez rares. Il existerait effectivement « une collaboration très étroite entre imams, dirigeants d'associations, préfets et services de renseignements généraux », qui permettrait à l'État de suivre efficacement les prêches haineux ou radicaux dans les mosquées et de sévir lorsque jugé nécessaire (Boubekeur 2018). De plus, durant les années 2000, à peu près au même moment où le gouvernement Villepin expulsait des imams considérés radicaux, les autorités religieuses musulmanes françaises auraient elles-mêmes mis en place des mesures excluant de leurs organisations les individus effectuant ce genre de prêches, de peur de voir leurs mosquées fermées ou stigmatisées (Diffalah 2015). Cette crainte de stigmatisation serait d'ailleurs omniprésente chez les membres des communautés musulmanes françaises depuis la perpétration d'attentats djihadistes en territoire français, comme l'affirme l'imam Abdelkader Ounissi : « Aujourd'hui, la communauté a peur. Elle nous demande d'expliquer ce qui se passe. Pourquoi ce matraquage toute la journée, qui demande aux musulmans de choisir entre la France et l'islam. [...] Il y a chez beaucoup des doutes sur l'avenir. » (Ounissi dans Chambraud 2016).

Dans cet esprit, et devant les lourdes conséquences occasionnées par le terrorisme se réclamant de l'islam, une trentaine d'imams français ont cosigné une tribune publiée en avril 2018 par *Le Monde*, intitulée « “Nous, imams indignés, sommes prêts à nous mettre au service de notre pays” ». Cette lettre ouverte, que nous présenterons dans les lignes suivantes, permet de mettre en lumière la perspective de leaders religieux musulmans français sur cette problématique. D'entrée de jeu, ceux-ci expriment leur indignation en tant que Français et en tant que musulmans, qui comme leurs « coreligionnaires, musulmans paisibles [...] souffrent de la confiscation de leur religion par des criminels » (*Le Monde* 2018). Ils expriment de plus leur indignation, de voir l'islam être utilisé par des idéologues « théoriciens d'une géopolitique du chaos » afin de manipuler « une jeunesse ignorante, perturbée et désœuvrée » (*Le Monde* 2018). Ils poursuivent en reconnaissant que depuis deux décennies, certains imams prêchent des interprétations subversives de l'islam, « générant une anarchie religieuse, gangrenant toute la société » (*Le Monde* 2018). Ils affirment que ces imams ne réaliseraient ni tous les dégâts que ce genre de discours peut provoquer ni « les effets psychologiques nocifs sur des esprits vulnérables » (*Le Monde* 2018). Ils appellent ces imams à ne pas céder à la confusion des genres en rappelant que l'islam est « d'abord une aspiration spirituelle et une quête de transcendance dans la générosité et l'altérité, et non une idéologie identitariste et politique » (*Le Monde* 2018). Selon eux, un tel « mélange des genres augmente la frustration d'une jeunesse exclue et qui se sent victime d'une promesse d'égalité non tenue » (*Le Monde* 2018). Ils invitent plutôt ces imams à adopter un discours d'apaisement et d'inclusion, tout en invitant les intellectuels, les politiques et tous leurs

concitoyens non musulmans à ne pas généraliser les crimes de quelques-uns à tous les musulmans. Ils invitent ces mêmes concitoyens à ne pas non plus imputer cette violence au Coran, car une telle pensée reviendrait à croire qu'un musulman n'est pacifique que s'il se distancie de sa religion, mais qu'il est forcément un danger potentiel pour l'ordre et la sécurité de la France s'il est pieux. Selon les auteurs de cette tribune, « [c]ette idée qui voudrait que l'islam soit génétiquement opposé à l'Occident et qu'il est invinciblement incompatible avec les valeurs de la République est précisément celle qui fait des ravages chez toute une jeunesse ignare, sans culture religieuse » (*Le Monde* 2018). Quant à l'EI, les auteurs de cette tribune avancent qu'il s'agirait d'un exutoire, un indicateur d'un mal plus profond qui existait en latence chez cette jeunesse qui rejetterait les institutions, y compris les institutions religieuses, puisqu'elles feraient partie du système des dominants auquel ils ne se sentent pas d'appartenance. Les imams cosignataires terminent en affirmant vouloir faire partie de la solution, tout comme les autres acteurs concernés. Ils soulignent toutefois les limites de leurs formations théologiques d'imams, qui n'ont pas prévu les nouvelles formes de religiosité, dont celles amenées par l'arrivée du virtuel. Les imams dits éclairés y sont toutefois invités « à s'investir et à s'engager dans le virtuel et prodiguer un contre-discours qui prévient toutes pratiques de rupture et toutes formes d'extrémisme pouvant directement ou indirectement conduire au terrorisme » (*Le Monde* 2018). Ils proposent finalement de mettre leurs « compétences et [leurs] expériences au service de [leur] pays pour aider les pouvoirs publics et parer à tout danger terroriste qui sommeille encore dans certains esprits malades », tout en précisant que cette proposition ne va pas à l'encontre des principes de laïcité, puisque la laïcité « n'interdit pas de mettre une foi éclairée au service de la nation pour défendre des valeurs communes et universelles, celles de la République » (*Le Monde* 2018). Ainsi, par cette tribune, ces imams expriment leur reconnaissance du caractère multifactoriel de la radicalisation. D'une part, ils reconnaissent la responsabilité de certains imams et, d'autre part, ils reconnaissent le rôle important que jouent les facteurs sociaux et identitaires. Ils soulignent l'importance pour les imams de faire partie de la solution en adoptant un discours inclusif plutôt que subversif, tout en implorant les non-musulmans d'agir avec discernement en n'assimilant pas les musulmans aux djihadistes. Finalement, ils mettent l'accent sur les bénéfices de la participation des imams à la solution, ceux-ci possédant généralement un bagage de connaissances et une expérience leur permettant d'argumenter sur le plan théologique avec un radicalisé.

Les impacts de la radicalisation islamique sur les communautés musulmanes de France sont non négligeables. Celles-ci tentent de comprendre les tenants et les aboutissants de cette radicalisation, tout en essayant par divers moyens de s'opposer à elle. Plusieurs acteurs de ces communautés tentent de faire partie de la solution, notamment en participant au débat public et en contribuant à la hauteur de leurs capacités.

Les sources de la radicalisation sont complexes et celles de la radicalisation violente le sont tout autant. Il est difficile de savoir à l'avance qui se radicalisera et qui commettra des actes violents. Les problèmes de nature identitaire seraient cruciaux concernant les motifs poussant un individu à se radicaliser. Toutefois, l'identité n'est pas le seul élément à prendre en considération. Des éléments sociaux plaçant les individus en situation de rupture créant un terreau fertile à la radicalisation sont à considérer, tels le racisme subi, la pauvreté, le chômage, les violences vécues, les situations familiales difficiles, etc. Cette crise identitaire, conjuguée aux ruptures pourrait amener certains individus sur la voie de la radicalisation violente, où ils trouveraient des solutions leur permettant de combler les carences dont ils souffriraient. Bien que plusieurs d'entre eux soient passés par l'intermédiaire d'internet à un moment ou un autre de leur processus de radicalisation, le contact avec des individus déjà radicalisés est primordial pour le basculement. Cette radicalisation aurait également des effets dommageables sur les communautés musulmanes de la France, qui toutefois participent aussi à la lutte envers cette problématique.

3. Réponse sécuritaire de la France face à la radicalisation islamique

Dans la troisième partie, nous discuterons des mesures et des moyens de répression mis en œuvre par les autorités françaises dans le cadre de la réponse sécuritaire face à la radicalisation islamique. Cette section traitera donc de la réponse sécuritaire sur le plan de la politique étrangère, de la réponse sur le plan intérieur et se terminera par une analyse quant aux effets des mesures mises en place.

3.1. Implications françaises à l'étranger

Dans le cadre de la lutte aux groupes terroristes, la France s'est engagée, au cours des dernières années, dans divers théâtres d'opérations à l'international. Certains de ces théâtres d'opérations, comme le Moyen-Orient où sévit le groupe armé État islamique, sont intimement liés à la lutte contre la radicalisation et la radicalisation violente sur le territoire français. Nous discuterons donc de la réponse sécuritaire française dans le cadre de sa lutte contre la radicalisation violente à travers ses implications à l'étranger.

3.1.1. Déploiements militaires français à l'étranger

Notons d'entrée de jeu que le gouvernement français, par le biais de son site web www.stop-djihadisme.gouv.fr créé dans la foulée de la montée de la problématique djihadiste, annonce que son « action internationale contre le terrorisme » se traduirait notamment par « une action militaire cohérente et déterminée » (Stop-djihadisme 2018). Cette page ajoute que les objectifs poursuivis par ces actions seraient d'empêcher « la propagation de l'idéologie, des réseaux financiers, humains, logistiques et de propagande qui la sous-tendent », de « contribuer à la réduction des sanctuaires terroristes », de « prévenir la radicalisation » et de « protéger les intérêts et les ressortissants français à l'étranger » (Stop-Djihadisme 2018). Nous discuterons donc dans la présente section de l'implication de la France sur le plan militaire à l'étranger, implication ayant pour but d'atteindre les objectifs susmentionnés.

Du point de vue militaire, notons que la France fait la guerre au djihadisme sur deux fronts ; celui du Sahel dans le cadre de l'opération *Barkhane* (autrefois *Serval*) et celui de la Syrie-Irak dans le cadre de l'opération *Chammal*.

En ce qui concerne l'opération *Barkhane*, la France affirme avoir déployé 3500 militaires qui offriraient un « soutien essentiel » à la Mauritanie, au Mali, au Burkina Faso, au Niger et au Tchad, aussi appelés le « G5 Sahel » en luttant contre les groupes armés terroristes et en empêchant que les sanctuaires terroristes ne s'y reconstituent (Stop-Djihadisme 2018). Elle a été lancée le 1^{er} août 2014, donnant suite à l'opération « Serval » qui s'est terminée le 31 juillet 2014. Elle s'articule autour d'une idée de partenariat entre la France et le G5 Sahel, tel que susmentionné, de même qu'avec la « Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali » (MINUSMA) et la « Mission européenne de formation de l'armée malienne » (EUTM Mali). Le but avoué de la France, outre le recul des groupes armés djihadistes et le retour du contrôle de l'État, serait le transfert progressif de la responsabilité de la stabilisation de la région aux membres du G5 Sahel afin que la France puisse s'en désengager. À cet effet, ce groupe aurait créé une force conjointe en février 2017 qui est chargée de lutter contre le terrorisme et les activités criminelles. À terme, elle devrait compter 5000 hommes (Bureau relations médias de l'état-major des armées 2017). Le général Grégoire de Saint-Quentin, sous-chef opérations à l'état-major des armées, se serait toutefois exprimé à l'effet que, selon lui, l'opération *Barkhane* devait s'inscrire dans la durée afin que les objectifs du G5 Sahel et de la MINUSMA soient atteints (Sénat 2018). Pour l'instant, la situation serait « contrôlée, même si elle n'est pas satisfaisante », d'après le général Jean-François Ferlet (Leymarie 2018).

L'opération *Chammal* serait, quant à elle, le volet français de l'opération interalliée *Inherent Resolve* qui rassemblerait 60 pays. Elle a été lancée le 19 septembre 2014 et aurait pour but de soutenir les forces armées locales qui combattent l'EI. En vertu des informations rendues publiques par le ministère des Armées de la France, cette opération reposerait sur deux piliers ; un pilier « formation » des forces irakiennes, de même qu'un pilier « appui » militaire des troupes au sol. En ce qui concerne le pilier formation, une centaine de militaires auraient été déployés à Bagdad au sein des *Task Force Narvik* et *Montsabert*. Pour ce qui est du pilier « appui », 1100 militaires, 4 canons Caesar (déployés depuis septembre 2016) et 10 avions de chasse Rafale sont déployés sur une base permanente, tandis qu'un avion de patrouille maritime Atlantique 2, un avion C-135 FR, un avion E-3F AWACS, ainsi qu'une frégate ont été déployés de manière non permanente. Entre septembre 2016 et mai 2017, plus de 1200 missions de tir en appui aux forces irakiennes auraient été effectuées par les artilleurs français. Ajoutons à cela que le groupe aéronaval aurait été déployé trois fois depuis le début de l'opération. Ce dernier est composé du porte-avion Charles de Gaulle et de son groupe aérien embarqué de 24 rafales, de trois à cinq bâtiments d'escorte, d'un bâtiment de commandement et de ravitaillement, ainsi que d'un sous-marin ; le tout comprenant 2800

marins. Les effectifs aériens et aéronavals auraient effectué plus de 7000 sorties, réalisant ainsi plus de 1400 frappes ayant permis de détruire plus de 2000 objectifs en Irak et en Syrie (Bureau relations médias de l'état-major des armées 2018). En temps normal, la contribution de la France dans la coalition œuvrant contre l'EI serait de 5 % des effectifs totaux, mais grimperait à 20 % lorsque le porte-avion Charles de Gaulle y est déployé (Leymarie 2016). D'après le général Grégoire de Saint-Quentin, la France serait le pays qui aurait déployé le spectre de moyens le plus large au sein de la coalition, après les États-Unis (Sénat 2018).

L'opération interalliée *Inherent Resolve*, dont fait partie l'opération *Chammal*, aurait connu un certain succès, dans la mesure où la coalition aurait repris le contrôle du territoire irakien ; l'État islamique aurait perdu 97 % de son territoire, le faisant ainsi basculer d'une organisation paraétatique à une organisation clandestine. Le général de Saint-Quentin précise toutefois que l'EI, ayant « de remarquables facultés d'adaptation aux évolutions récentes » n'est pas encore tout à fait vaincu et qu'il pourrait se relever de sa situation actuelle. Malgré cela, la France se désengage progressivement de sa mission d'« appui-feu », notamment parce que l'EI a perdu en puissance et parce que les forces irakiennes seraient plus autonomes, mais aussi pour des raisons budgétaires ; l'opération *Chammal* est très coûteuse et l'administration française actuelle ne prévoit pas dégager de moyens financiers permettant d'augmenter la marge de manœuvre des armées françaises. Quant au volet formation de la mission, sa poursuite serait prévue, à moins que le gouvernement irakien n'en décide autrement (Sénat 2018).

Depuis quelques années, la France aurait donc déployé d'importants moyens militaires au sein de coalitions afin de combattre par les armes la progression du djihadisme à l'extérieur de son territoire. Ayant eu un succès notable, ces missions ont affaibli l'État islamique et ont compliqué l'accès des djihadistes aux territoires occupés par le groupe armé. Il n'y aurait aujourd'hui plus, ou presque plus, d'organisations, ou filières, permettant aux Français de se rendre en Syrie ou en Irak, d'après Loïc Garnier, chef de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (Uclat) de la Police nationale française. Celui-ci ajoute que l'attrait pour cette zone est d'autant plus diminué, car essayer d'y aller maintenant serait « trop tard », tout en précisant que la menace terroriste était désormais « les gens qui sont chez nous maintenant, qui sont radicalisés et qui passent à l'acte » (Garnier dans *Le Figaro et AFP* 2017). Ainsi, il est dorénavant plus commode pour l'État islamique d'encourager ses disciples à commettre des attentats dans leurs pays respectifs, comme la France, ce qui a incidemment un impact sur la sécurité des Français sur le territoire même.

3.1.2. Empêcher le retour des djihadistes

Un des problèmes auxquels doit faire face le gouvernement français est le retour éventuel de djihadistes vers la France. Il existe effectivement des questions à savoir ce que la France doit faire de ces gens ; les traduire en justice, les emprisonner, les surveiller, leur permettre de participer à la prévention de la

radicalisation ? Il a été relevé que devant l'ampleur du problème djihadiste, le système antiterroriste français serait surchargé, tant au niveau judiciaire et pénitentiaire que de celui du renseignement intérieur. Du point de vue judiciaire, une source ministérielle aurait révélé au quotidien *Le Monde* qu'une des difficultés résiderait dans la constitution du dossier des djihadistes ; ceux-ci étant quasiment vides, leur condamnation pourrait être difficile. La tâche serait d'autant plus ardue pour les services de renseignement, déjà lourdement sollicités, tant au niveau des renseignements pénitentiaires que des renseignements intérieurs. Les autorités françaises qui, d'après le quotidien *Le Monde*, seraient appuyées par une large frange de l'opinion publique, auraient ainsi décidé de ne pas essayer de rapatrier les djihadistes français arrêtés, détenus et en voie d'être jugés dans la région irako-syrienne (Kaval, Sallon, et Seelow 2018). C'est ainsi que, en complément du « cas par cas » mentionné par le président Macron en novembre 2017 au sujet des rapatriements (Vankekerkhove 2017), le ministre des Affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian, aurait affirmé que les combattants français arrêtés en Syrie ou en Irak « ne seront pas rapatriés en France » et que « ce sont des combattants, donc ce sont des ennemis » (Semo et Vincent 2018). Même son de cloche quant au sort des djihadistes français arrêtés par les Forces démocratiques syriennes (FDS) ; ils seraient jugés sur place par les autorités judiciaires locales « si les conditions sont réunies, notamment en termes de stabilité institutionnelle » aurait dit M. Le Drian. Ce dernier point est important, car le cas des Forces démocratiques syriennes peut poser problème aux yeux de plusieurs ; il ne s'agit pas d'un État internationalement reconnu et, bien qu'elles tentent de déployer des efforts considérables à la construction d'un système de justice, il n'y a pour le moment pas de système judiciaire répondant aux normes occidentales (Semo et Vincent 2018).

L'idée de la détention et du jugement des djihadistes français sur le territoire où ils auraient commis leurs crimes semble rationnelle pour plusieurs ; les populations locales ayant été les premières à subir leurs exactions, les institutions représentant ces populations devraient être celles qui jugent ces djihadistes. Certains émettent toutefois des réserves, notamment devant le risque posé par d'éventuelles évasions des djihadistes, comme ça s'est déjà produit (Kaval, Sallon et Seelow 2018). Un autre élément soulevant des préoccupations concerne le fait que certains djihadistes sont détenus par des groupes relevant de l'autorité kurde, autorité n'étant pas internationalement reconnue comme un État indépendant ; il existe la crainte que l'autorité kurde tente de monnayer les djihadistes français contre une reconnaissance de la France, ce dont la France se défend (Semo et Vincent 2018).

Au-delà de la détention et du jugement de djihadistes français par des autorités étrangères, d'autres méthodes auraient également été utilisées afin de s'assurer que certains djihadistes d'envergure soient physiquement empêchés de rentrer en France. Ainsi, il est de notoriété publique que la France aurait effectué des assassinats ciblés de djihadistes. À cet effet, une note confidentielle préparatoire destinée au président Hollande, datée du 4 novembre 2015, aurait posé la question à savoir si l'armée française pouvait

assassiner ses propres ressortissants et aurait fait explicitement état de « frappes ciblées/assassinats extrajudiciaires ». Le président Hollande aurait d'ailleurs reconnu en entrevue avoir autorisé au moins quatre « opérations homo », pour « homicides ». D'autres sources auraient toutefois affirmé qu'au moins une quarantaine d'« opérations homo » auraient été autorisées entre 2013 et 2016 (*Le Monde* 2017). Ces opérations consisteraient à « neutraliser » des cibles à haute valeur, soit des « gens dont on peut penser qu'ils ont été responsables de prises d'otages ou d'actes contre nos intérêts » dira le président Hollande (Davet et Lhomme 2017). Elles auraient été menées par la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), les forces spéciales de l'armée française ou encore par des forces alliées par le biais de renseignements obtenus de la France (*Le Monde* 2017 et Davet et Lhomme 2017). Notons cependant que ce type d'opérations engendrerait du mécontentement dans certaines franges de la société française, notamment chez les magistrats qui en contesteraient largement la légalité et qui regretteraient de ne pas pouvoir traduire ces djihadistes présumés en justice (*Le Monde* 2017).

3.2. Sur le plan intérieur

Dans cette section, nous traiterons des mesures prises par la France sur le plan de la sécurité intérieure en ce qui concerne la police, les renseignements et la justice. Nous aborderons ces questions à travers les principales politiques, mesures législatives et outils des services de sécurité.

3.2.1. Loi du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme

La Loi du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme a vu le jour dans le but d'adapter les moyens de réponse sécuritaire français face à une menace terroriste qui avait évolué. Nous mentionnerons de façon succincte les éléments les plus importants amenés par cette loi. Elle s'articule autour de six chapitres : (I) Création d'un dispositif de sortie du territoire, (II) Création d'un dispositif d'interdiction administrative du territoire, (III) Renforcement des mesures d'assignation à résidence, (IV) Renforcement des dispositions de nature répressive, (V) Renforcement des moyens de prévention et d'investigations, et (VI) Dispositions relatives à l'outre-mer (France 2018).

Tout d'abord, au chapitre I, on mentionne la mise en place d'interdictions administratives à quitter la France, renouvelables aux six mois, afin de limiter la radicalisation de ressortissants français à l'étranger. Elle est décidée par le ministre de l'Intérieur et peut être contestée ensuite devant la justice. L'interdiction invalide de fait le passeport et la carte d'identité nationale de l'individu visé.

Ensuite, le chapitre II renvoie à la possibilité pour le ministre de l'Intérieur d'interdire l'entrée en France de tout ressortissant étranger ne vivant pas habituellement en France si celui-ci peut présenter une grave menace pour l'ordre public.

Le chapitre IV amène quant à lui notamment la pénalisation de l'« entreprise individuelle à caractère terroriste », de même que la pénalisation des délits de provocation à la commission d'actes terroristes et de l'apologie du terrorisme, en les assimilant à des délits terroristes.

Finalement, en ce qui appert au renforcement des moyens de prévention et d'investigations, le chapitre V amène la possibilité d'ordonner le blocage administratif des sites web faisant l'apologie et la provocation au terrorisme. De plus, des exigences sont imposées aux fournisseurs d'accès internet quant aux délits d'apologie du terrorisme afin d'assurer leur collaboration rapide avec les autorités, collaboration rapide qui autrement n'était pas garantie. Ce chapitre rend également possible pour les enquêteurs de perquisitionner les informations stockées sur le nuage, ainsi que d'intercepter les conversations téléphoniques par internet (Direction de l'information légale et administrative 2014 et France 2018).

3.2.2. Loi du 24 juillet 2015 relative au renseignement

La France conduit des activités de renseignement sur le plan intérieur depuis longtemps. Comme pour de nombreuses sphères d'activités, il est parfois nécessaire de moderniser le cadre légal dans lequel les activités sont opérées. La Loi du 24 juillet 2015 relative au renseignement viendrait ainsi redéfinir un cadre légal en ce qui concerne l'utilisation de techniques de collecte de renseignement, techniques qui auparavant étaient légalement réservées au milieu judiciaire ; balisage de véhicules, installation de microphones et captation d'images dans des lieux privés, captation de données informatiques, ou encore l'accès aux réseaux des opérateurs de télécommunication afin d'effectuer des suivis d'individus soupçonnés de présenter une menace terroriste. La loi autorise notamment l'installation de dispositifs d'analyse automatique de données, dites « boîtes noires », chez les fournisseurs de services de télécommunications, permettant de recueillir des métadonnées servant à la surveillance du trafic et à la détection d'activités suspectes en contexte de lutte au terrorisme. La loi prévoit toutefois que l'utilisation de telles techniques devra suivre un processus d'autorisation administratif. Ainsi, les services de renseignement devront envoyer une demande écrite au premier ministre, qui donnera son avis après avoir lui-même reçu un avis de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR). À noter que l'autorisation d'un juge n'est pas requise. La loi prévoit une souplesse notable quant aux motifs à invoquer pour l'utilisation des techniques de collecte : sécurité nationale, intérêts essentiels de la politique étrangère et exécution des engagements internationaux de la France, intérêts économiques et scientifiques essentiels de la France, prévention du terrorisme, prévention de la criminalité et de la délinquance organisée, prévention de la prolifération des armes de destruction massive et de la prévention des atteintes à la forme républicaine des institutions et des violences collectives de nature à porter atteinte à la sécurité nationale (Direction de l'information légale et administrative 2015).

Notons que le projet de loi contenait des dispositions sur la surveillance des communications internationales. Ces dispositions ont toutefois été mises de côté dans le document final, mais ont été incluses dans la Loi du 30 novembre 2015 relative aux mesures de surveillance des communications électroniques internationales (Direction de l'information légale et administrative 2015).

3.2.3. L'état d'urgence et ses reconductions en tant que mesure d'exception temporaire

Un des outils légaux majeurs, sinon le plus important, ayant été utilisés par l'État français dans sa lutte contre les radicaux violents est celui de l'instauration de l'état d'urgence. Elle a été mise en vigueur le 13 novembre 2015, dans les heures ayant suivi les attentats qui ont fait 130 morts, et sera reconduite 5 fois supplémentaires. L'état d'urgence, sous la forme d'une mesure d'exception, sera resté en vigueur jusqu'au 1^{er} novembre 2017 à minuit, soit pendant 719 jours consécutifs (Jacquin et Pascual 2017).

Il s'agit à la base d'une mesure d'exception appliquée en cas de « péril imminent résultant d'atteintes graves à l'ordre public, soit en cas d'événement présentant, par leur nature et leur gravité, le caractère de calamité publique », tel que mentionné en son article 1, qui peut être déclarée par décret en Conseil des ministres, tel que mentionné par son article 2 (France 2018).

L'état d'urgence accorderait des pouvoirs étendus aux préfets de départements et au ministre de l'Intérieur. Ainsi, comme il est mentionné à l'article 5, dans un but de prévention des troubles à la sécurité et à l'ordre public, les préfets ont comme pouvoirs :

1° D'interdire la circulation des personnes ou des véhicules dans les lieux et aux heures fixés par arrêté ;

[...]

3° D'interdire le séjour dans tout ou partie du département à toute personne à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics. L'arrêté énonce la durée, limitée dans le temps, de la mesure, les circonstances précises de fait et de lieu qui la motivent, ainsi que le territoire sur lequel elle s'applique, qui ne peut inclure le domicile de la personne intéressée.

(Loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence 2018)

Quant au ministre de l'Intérieur, la loi l'autoriserait notamment à « prononcer l'assignation à résidence, dans le lieu qu'il fixe, de toute personne à l'égard de laquelle il existe des raisons sérieuses de penser que son comportement constitue une menace pour la sécurité et l'ordre publics » (Ministère de l'Intérieur 2015). De plus, le ministre de l'Intérieur et les préfets peuvent prononcer la fermeture de lieux de rencontre de toute nature, incluant les lieux de culte. Ils peuvent également interdire les réunions pouvant provoquer ou entretenir le désordre, dissoudre les associations ou groupements de faits liés à la commission d'actes nuisant à l'ordre public et ordonner la remise d'armes et de munitions légalement détenues ou acquises. Ajoutons à cela que, dans le contexte de l'état d'urgence, le pouvoir d'ordonner des perquisitions en tous lieux a été accordé aux autorités administratives lorsque celles-ci auraient des raisons dites sérieuses de croire qu'une personne dont le comportement constituerait une menace pour la sécurité et l'ordre publics

fréquenterait ces lieux. Ce pouvoir exclut les lieux reliés à l'exercice du mandat parlementaire ou encore les lieux liés au travail des avocats, des magistrats ou des journalistes, mais comprend le domicile des individus, de jour comme de nuit. Les autorités ont également le pouvoir de mettre fin à tout service de communication public en ligne encourageant ou faisant l'apologie de la commission d'actes terroristes (Ministère de l'Intérieur 2015).

En résumé, l'état d'urgence permet de donner des pouvoirs extraordinaires aux autorités exécutives de l'État. Toute chose étant égale par ailleurs, cette augmentation significative des pouvoirs étatiques engendre une diminution tout autant significative des libertés individuelles. Ainsi, le ministère de l'Intérieur et les préfets des départements se sont retrouvés avec des pouvoirs relevant normalement des juges d'instruction, des procureurs de la République ou des juges des libertés (Jacquin et Pascual 2017).

3.2.4. Loi du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé et le terrorisme

La Loi du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé et le terrorisme s'inscrit également dans les efforts de l'État français dans sa lutte au terrorisme et à la radicalisation violente. Cette loi tenterait ainsi d'atteindre ses objectifs de lutte contre le terrorisme et le crime organisé en « donnant aux juges et aux procureurs de nouveaux moyens d'investigation » en élargissant le cadre préventif et en durcissant la réponse pénale au problème (Ministère de l'Intérieur 2016).

En ce qui concerne les nouveaux moyens d'investigation des juges et des procureurs, notons que cette loi permet désormais les perquisitions de nuit dans les domiciles « en matière de terrorisme et en cas de risque d'atteinte à la vie », en plus de permettre le recours à la sonorisation, à la fixation d'images et à la captation de données informatiques, même stockées, lors d'une enquête autorisée par le parquet. Elle permet également l'utilisation de dispositifs techniques de proximité permettant d'identifier un numéro d'abonnement d'un utilisateur d'équipement informatique, ainsi que des données de connexion d'un équipement terminal. La loi contient également des dispositions renforçant la protection des témoins et supprime l'immunité familiale en cas de non-dénonciation de « crimes terroristes ou portant atteinte aux intérêts de la nation. » (Ministère de l'Intérieur 2016).

Le durcissement de la réponse pénale prévu par cette loi aurait pour but de permettre aux juges d'appliquer la plus grande fermeté aux individus condamnés pour des cas liés au terrorisme. Dans les cas où une libération conditionnelle est accordée, la loi prévoit une plus grande période de sûreté pour les cas de terrorisme et de trafic d'armes. La loi amène de plus deux nouveaux délits liés à la propagande djihadiste : la consultation dite habituelle de sites web au contenu provoquant la commission d'actes de terrorisme ou qui en font son apologie, ainsi que « le fait d'extraire, de reproduire ou de transmettre intentionnellement des données » encourageant la commission d'actes de nature terroriste ou qui en font l'apologie (Ministère de l'Intérieur 2016).

En ce qui a trait à la fouille de bagage, cette loi permet désormais aux officiers de police judiciaire, sur autorisation du procureur de la République, de procéder en tous lieux à l'inspection visuelle et à la fouille des bagages sans que ladite fouille ne soit considérée comme étant une perquisition. Elle permet également de procéder à la retenue d'un individu, pour une durée maximale de quatre heures, afin de procéder à un examen sur sa situation administrative si les autorités pensent que cette personne, ou des personnes avec qui elle est en lien direct représentent une menace pour la sécurité de l'État. Un dispositif de contrôle administratif a également été créé en ce qui concerne les individus revenant en France suite à un séjour en théâtre d'opérations de groupements terroristes (Ministère de l'Intérieur 2016).

Finalement, les forces de l'ordre sont désormais autorisées à utiliser leurs armes afin de neutraliser un individu dans des situations où ledit individu a commis un ou des meurtre(s) ou tentative(s) de meurtre et qu'il s'apprête à recommencer. Un délit spécifique concernant le trafic de biens culturels provenant des théâtres d'opérations de groupements terroristes est de plus créé (Ministère de l'Intérieur 2016).

3.2.5. Loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme

Le 1er novembre 2017 à minuit, le glas de la période de mise en application de l'état d'urgence en tant que mesure d'exception temporaire a sonné. La fin de l'état d'urgence ne signifie toutefois pas que les mesures permises par celui-ci sont toutes tombées dans les limbes. En effet, le gouvernement français a inscrit certaines mesures de l'état d'urgence dans le droit commun, ce qui signifie que certains pouvoirs jadis extraordinaires sont devenus ordinaires. Ainsi, la Loi du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme adoptée par le gouvernement Macron a remplacé l'état d'urgence. Nous discuterons ici de quelques éléments contenus dans la nouvelle loi. Notons d'ailleurs que le vocabulaire utilisé pour définir certaines mesures a été modifié ; par exemple, « perquisition administrative » est devenue « visites/saisies à domicile » et « assignation à résidence » est devenue « surveillance individuelle ». Les mesures de l'état d'urgence qui ont été conservées dans la nouvelle loi ont de plus été modifiées. Dans un premier temps, en ce qui concerne l'établissement de périmètres de sécurité, ceux-ci ne peuvent désormais être établis qu'en cas de menace terroriste avérée plutôt qu'au motif de maintenir l'ordre public. La fermeture de lieux de culte est désormais limitée à 6 mois plutôt qu'indéfiniment. Dans le cadre du régime dit de surveillance individuelle, le périmètre de restriction de l'individu ne peut être plus restreint que sa commune, où il doit se présenter à un poste de police ou de gendarmerie au maximum une fois par jour, et un lien avéré doit être établi avec une entreprise terroriste ou un soutien des thèses incitant à la commission d'actes terroristes, plutôt que du régime d'assignation à résidence où l'individu doit se présenter à un poste de police ou de gendarmerie à un maximum de trois fois par jour pour le simple motif de trouble à l'ordre public. En ce qui concerne le régime de visites et saisies à domicile, les motifs de telles actions devront seulement avoir égard à la prévention du terrorisme. De plus, le régime de visites et saisies

à domicile nécessite l'autorisation d'un juge pour que les forces de l'ordre procèdent, alors que le régime de perquisitions de l'état d'urgence ne prévoit que d'informer un juge (Ministère de l'Intérieur 2017).

3.2.6. VIGIPIRATE et Sentinelle

En plus d'utiliser les mesures mentionnées, le gouvernement français a appliqué divers plans d'action mettant à pied d'œuvre les forces de sécurité. C'est le cas par exemple du plan VIGIPIRATE et de l'opération Sentinelle, les deux visant à assurer la sécurité des Français et des intérêts de la France devant la menace posée par la radicalisation violente.

Dans un premier temps, mentionnons le plan VIGIPIRATE, qui relève du premier ministre, associe tous les acteurs nationaux au niveau de l'État, des collectivités, des entreprises et des citoyens. Il vise deux objectifs : premièrement de développer une culture de vigilance et de sécurité dans la société pour prévenir et déceler la menace, et deuxièmement d'assurer en permanence une protection adaptée des citoyens et des intérêts de la France. Il reposerait sur trois piliers, soit celui de la culture de la sécurité, les trois niveaux VIGIPIRATE et la mise en place de nouvelles mesures dans la lutte contre le terrorisme. Les trois niveaux VIGIPIRATE sont les suivants : vigilance, sécurité renforcée – risque d'attentat, urgence attentat. Ce plan s'articule autour de trois grands principes : premièrement l'évaluation de la menace terroriste en France et contre les ressortissants et intérêts français à l'étranger, deuxièmement la connaissance des vulnérabilités des cibles potentielles et troisièmement la détermination du dispositif de sécurité approprié par rapport au niveau de risque. Les menaces sont évaluées par les services de renseignement, permettant ainsi au Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) d'établir une posture générale de sécurité VIGIPIRATE. Le plan comprend environ 300 mesures, dont certaines demeurent classifiées, appliquées à treize grands domaines d'action (Gouvernement de la France 2018).

En complément au plan VIGIPIRATE, le gouvernement a mis en branle l'opération Sentinelle. Cette opération a déployé jusqu'à environ 10 000 militaires sur le territoire français simultanément, provenant de diverses unités partout en France. Ces militaires ont servi en appui aux unités de police et de gendarmerie. L'opération s'articule autour de deux missions : une première mission de protection de l'intégrité du territoire et de ses habitants, de même qu'une seconde mission de dissuasion (Stop-Djihadisme 2018).

Ainsi, devant la menace posée par la radicalisation violente, d'importantes mesures de sécurité ont été mises en place par le gouvernement français. Le plan VIGIPIRATE et l'opération Sentinelle font partie de ces mesures de sécurité.

3.2.7. La «fiche S»

Le terme « fiche S » est omniprésent dans le discours public depuis les attentats contre *Charlie Hebdo* en janvier 2015. Cette « fiche S » constitue l'une des 21 catégories de classement du Fichier des personnes recherchées (FPR), créé en 1969. Les autres catégories touchent divers types d'individus : évadés, mineurs en fugue, militants altermondialistes, etc. (Baruch et Breteau 2015). La cote « S » signifie « sûreté de l'État » et peut être attribuée à des personnes « faisant l'objet de recherches pour prévenir des menaces graves pour la sécurité publique ou la sûreté de l'État, dès lors que des informations ou des indices réels ont été recueillis à leur égard » (France dans Baruch et Breteau 2015). Il s'agit donc d'un outil de surveillance établi par les services de renseignement et les personnes s'y trouvant ne sont pas nécessairement accusées de quoi que ce soit (Baruch et Breteau 2015). De ce fait, ces individus ne peuvent pas être arrêtés ou déportés simplement parce qu'ils ont une fiche S. La fiche indique à un agent des services de sécurité, dans le cadre d'un contrôle d'identité par exemple, que l'individu est soupçonné de quelque chose et que tout renseignement recueilli pourrait être pertinent (Laurent 2015). Le contenu des fiches du FPR est balisé par la loi ; il traite de l'état civil de l'individu, de son signalement et de sa photographie, des motifs pour sa recherche et de la conduite à adopter pour les membres du renseignement et des forces de sécurité lors de la rencontre avec l'individu visé (France 2010). Les fiches S sont temporaires ; elles sont effacées au bout d'un an, à moins que l'individu n'ait commis une infraction ou que sa fiche ne soit renouvelée (Laurent 2015). À noter que les individus visés n'ont pas besoin de se trouver sur le territoire français ni d'être détenteurs de la nationalité française. D'ailleurs, depuis le traité de Prüm sur la coopération policière entre pays européens en 2005, 14 pays participent au FPR en y ajoutant leurs propres fiches (Baruch et Breteau).

3.2.8. Augmentation des effectifs des forces de sécurité

Une des réponses à la menace posée par la radicalisation violente a été l'augmentation des effectifs des forces de sécurité. Diverses annonces ont été faites à cet effet par les acteurs politiques au fil des ans, dont le président François Hollande le 16 novembre 2015, à la suite des attentats du 13 novembre à Paris et à Saint-Denis. Ce dernier y a annoncé entre autres une augmentation des effectifs. Il proposa ainsi la création de 5000 postes supplémentaires de gendarmes et de policiers dans les deux années subséquentes, dans le but qu'un total d'environ 10 000 nouveaux policiers et gendarmes soient embauchés durant son quinquennat. Ces embauches supplémentaires auraient comme objectif selon lui de restaurer les forces de sécurité intérieure à leur niveau de 2007. En plus des postes de policiers et de gendarmes, il a également annoncé la création de 2500 postes pour l'administration pénitentiaire et les services judiciaires, de même que 1000 postes pour l'administration des douanes. Cette création de postes devait ainsi bénéficier « aux services de lutte contre le terrorisme, à la police aux frontières et plus généralement, à la sécurisation générale du pays. » (Hollande dans Sénat 2015).

Au-delà des annonces politiques, les chiffres démontrent effectivement une volonté à cet égard. Entre le 31 décembre 2012 et le 31 décembre 2016, les effectifs de la police nationale ont augmenté de 3618 postes. Les effectifs de la gendarmerie nationale ont, quant à eux, augmenté de 2933 postes de 2013 à 2016. À noter que les données d'embauche effectives pour l'année 2017 n'étaient pas encore accessibles au moment d'écrire ces lignes, mais que la police nationale et la gendarmerie prévoyaient respectivement embaucher 2031 et 255 agents supplémentaires pour cette même année (Schneider, Reberry, Gissler, et Ruat 2017). Pour ce qui est des douanes, aux 1000 postes créés en 2016 et 2017, il est prévu d'ajouter 470 postes qui seront ouverts au recrutement en 2018 (Vatel 2018). En ce qui concerne les services de renseignement, la DGSI aurait comme plan d'embaucher 400 personnes supplémentaires au cours des 5 prochaines années (Académie du renseignement 2018).

Ainsi, devant le problème du terrorisme lié à la radicalisation islamique, la France a cherché à augmenter de façon substantielle les effectifs de ses forces de sécurité. Cette augmentation, combinée aux divers outils législatifs dont s'est dotée la France, aura permis à empêcher certains attentats, sinon à rassurer l'opinion publique devant la menace.

3.3 Effets des mesures prises

Cette section se veut une analyse des effets engendrés par les mesures prises par le gouvernement dans sa réponse sécuritaire à la menace djihadiste sur le plan intérieur. Nous avons choisi d'analyser plus spécifiquement la Loi du 24 juillet relative au renseignement, ainsi que la mise en place de l'état d'urgence, à travers duquel nous aborderons la mise en place de l'opération Sentinelle.

3.3.1. Loi du 24 juillet relative au renseignement

En cours d'adoption, cette loi a vivement été critiquée. Parmi les acteurs ayant critiqué le projet de loi se trouvent plusieurs députés, la Commission nationale informatique et libertés (CNIL), le Conseil national du numérique (CNUM), plus de 900 acteurs du domaine du numérique, de même que le Comité des droits de l'homme de l'ONU. Ces acteurs reprochent notamment à cette loi son caractère intrusif, son manque de précision quant aux définitions qu'elle propose, les vastes moyens techniques autorisant la collecte massive de données, de même qu'une notion de proportionnalité floue par rapport aux objectifs. Un des volets les plus largement critiqués était celui touchant les « boîtes noires », qui permettent en pratique d'analyser les métadonnées de toutes les communications transitant par un fournisseur d'accès internet (Tual 2015). On reproche à cette technique d'être l'équivalent de « la pêche au chalut », puisqu'elle permet une analyse très large des métadonnées de toutes les communications : destinataire et émetteur d'un message, adresse IP des sites visités, ou encore la durée des connexions et conversations (Robert-Diard 2015). Même son de cloche du côté du Comité consultatif des droits de l'Homme de l'ONU, qui a dit s'inquiéter des pouvoirs « excessivement larges de surveillance très intrusive aux services de renseignement sur la base d'objectifs

vastes et peu définis, sans autorisation préalable d'un juge et sans mécanisme de contrôle adéquat et indépendant » (Robert-Diard 2015). En ce qui concerne les mécanismes de contrôle adéquats et indépendants, le CNUM a d'ailleurs reproché le peu de pouvoirs de contrôle et d'enquête de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR). Le CNUM a de ce fait proposé qu'il soit pertinent de mettre en place un « accès permanent aux données brutes collectées par les services » à la CNCTR après les activités de collecte (Untersinger 2015). Cette dernière mesure pourrait ainsi aider à atténuer les caractères intrusifs induits par la nature des pouvoirs accordés par la loi, sans pour autant nuire à la mission sécuritaire des services de renseignement, dans la mesure où la CNCTR aurait des pouvoirs d'enquête accrus. Une autre mesure qui permettrait d'atténuer les caractères intrusifs de ces pouvoirs serait d'opter pour la nécessité qu'un juge révise et autorise les demandes d'utilisation des techniques poussées de collecte de renseignement, notamment dans les situations ne relevant pas d'un danger imminent, à condition évidemment de définir clairement la notion de danger imminent. L'application de mesures de contrôle et de reddition de comptes à des organisations opérant avec des pouvoirs importants peut exiger d'elles une plus grande précision dans leur travail, mais de telles mesures permettent souvent de protéger les droits et libertés individuels dont bénéficient généralement les populations d'États de droits démocratiques.

3.3.2. L'état d'urgence et l'opération Sentinelle

L'état d'urgence, en tant que mesure d'exception, a accordé des pouvoirs aux forces de sécurité et services de renseignement de la France qui étaient normalement considérés extraordinaires avant le 30 octobre 2017, soit avant l'adoption de la Loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme qui a intégré plusieurs de ces mesures dans le droit commun. Sous ce régime, de nombreuses perquisitions, arrestations et enquêtes ont été effectuées. Nous nous pencherons dans cette section sur l'efficacité de ces mesures, efficacité toutefois difficile à mesurer.

Tout d'abord, il faut se questionner à savoir quels ont été les résultats sur le plan opérationnel et sur le plan des procédures judiciaires. Les pouvoirs extraordinaires ont permis aux forces de l'ordre d'effectuer des vérifications qu'elles n'auraient autrement pas nécessairement eu la liberté de faire. Pendant les deux ans où l'état d'urgence a été en vigueur, les forces de l'ordre auraient effectué plus de 4300 perquisitions, plus de 700 assignations à résidences (dont plusieurs ont toutefois été levées), plus de 600 interdictions de séjour et auraient fermé provisoirement une vingtaine de sites ou lieux de réunion (Assemblée nationale 2016 et 2017). 667 procédures d'enquêtes auraient découlé de ces actions, menant à 240 poursuites aboutissant à 76 peines prononcées (Assemblée nationale 2016 et 2017). À noter toutefois que de ces 667 procédures, seulement 23, soit 3,4 %, auraient été ouvertes par le parquet antiterroriste de Paris ; les autres concerneraient des affaires de droit commun, d'apologie du terrorisme et de consultation

de sites djihadistes (Seelow 2017). Devant aussi peu de procédures touchant l'antiterrorisme par rapport au nombre de perquisitions menées, certains détracteurs de l'état d'urgence se questionnent quant à l'efficacité de telles mesures, d'autant plus que l'état d'urgence n'a pas empêché la perpétration de toutes les attaques que la France a subies pendant ce temps. Face à ce questionnement, des membres des forces de l'ordre ont rappelé que près de 80 % des perquisitions auraient été effectuées dans les six premiers mois de l'état d'urgent et que leur but était de « lever des doutes, fermer des portes et libérer des enquêteurs pour les mobiliser sur d'autres objectifs ». Laurent Nuñez, patron de la DGSI, reconnaît que les projets ayant pu être déjoués étaient généralement peu sophistiqués, mais il rappelle qu'un projet n'a pas besoin d'être sophistiqué pour faire du dommage, comme ce fut le cas à Nice (Seelow 2017).

Si les résultats opérationnels et judiciaires du régime d'état d'urgence laissent pantois quant à l'efficacité de telles mesures, l'effet sur l'opinion publique a quant à lui été considérable. Il faut comprendre que la France qui a accepté l'instauration des mesures d'état d'urgence sans broncher était une France traumatisée. La même année, avant l'instauration de l'état d'urgence, les Français avaient été témoin des attentats de *Charlie Hebdo*, de l'*HyperCacher* et de Saint-Quentin-Fallavier qui avaient fait en tout 18 morts. Le soir du 13 novembre 2015, rappelons-le, les assaillants ont tué 130 personnes et blessé plus de 400 personnes ; une tuerie d'une ampleur qui n'avait pas été vue depuis la Seconde Guerre mondiale en France. Les Français ont eu besoin de sentir que l'État faisait tout en son pouvoir pour les protéger et, selon Jérôme Fourquet, le déclenchement d'une mesure exceptionnelle face à un choc d'une ampleur exceptionnelle a permis de rassurer la population en ce sens (Fourquet 2017). Que ce soit à travers la fréquence élevée des perquisitions, le déploiement de l'opération Sentinelle ou encore la fermeture des frontières, cette réponse aurait donné le sentiment que l'État avait les choses en main, évitant probablement que la population ne décide de se faire justice elle-même par des affrontements intercommunautaires (Fourquet 2017). Malgré l'augmentation des pouvoirs de l'État sous le régime de l'état d'urgence, les Français n'auraient généralement pas eu le sentiment qu'on leur enlevait des libertés ; l'état d'urgence ne les a pas empêchés de manifester ni de critiquer le gouvernement en place. Une sortie de l'état d'urgence était cependant difficile à organiser pour le gouvernement qui ne pouvait pas permettre de donner l'impression qu'il baissait sa garde devant une menace toujours perçue par l'opinion publique (Fourquet 2017). Ultimement, comme on le sait, une sortie de l'état d'urgence aura été rendue possible par l'introduction de mesures de l'état d'urgence dans le droit commun.

L'opération Sentinelle, qui a été déclenchée sensiblement au même moment que l'état d'urgence, se trouve dans une situation semblable, à la différence que le gouvernement n'y avait pas encore mis fin officiellement au moment d'écrire ces lignes ; il s'est contenté de la modifier en réduisant et réorganisant ses effectifs. Cette opération, qui a un effet sécuritaire très difficile à mesurer, aurait un effet psychologique

non négligeable sur la population, dans la mesure où elle assure une présence et une visibilité rassurante aux yeux de celle-ci, selon Jean-Yves Le Drian (Pascual 2017). Paradoxalement, les militaires qui patrouillent dans le cadre de cette opération sont pris pour cible par les djihadistes, ce qui peut évidemment miner le moral des troupes, moral déjà mis à mal par les conditions de déploiement ou encore la nature du travail qu'ils effectuent (Pascual 2017).

L'efficacité de l'état d'urgence est ainsi difficile à établir. D'un point de vue opérationnel et judiciaire elle est discutable, puisque peu de procédures d'enquêtes ont été ouvertes par le parquet antiterroriste par rapport au nombre de procédures d'enquêtes ayant découlé des nombreuses perquisitions, arrestations et assignations à résidence. Toutefois, l'état d'urgence aura eu pour effet de rassurer une population traumatisée, permettant de préserver généralement l'ordre public, bien qu'elle ait mis le gouvernement dans une position politiquement difficile à résoudre.

Conclusion

En conclusion, nous aimerions rappeler que le problème de la radicalisation islamique violente, en France comme ailleurs, est un problème complexe qui mérite d'être étudié en profondeur. Le présent travail tente de dresser un portrait de la situation en France quant à la problématique de la radicalisation islamique violente, dans le cadre des limites induites par ce type de travail. Afin d'y arriver, nous avons abordé la question en dressant un état des lieux quant aux attentats perpétrés en France et en proposant de définir quelques concepts clés liés à la radicalisation islamique. Nous avons poursuivi en discutant de facteurs psychologiques et sociaux pouvant amener un individu vers la radicalisation, du rôle des prisons, des éléments recherchés à travers la radicalisation, du rôle d'internet dans le processus de radicalisation et de l'apport des communautés musulmanes quant à la compréhension du phénomène. Finalement, nous avons abordé la réponse sécuritaire de la France sur le plan extérieur, par le déploiement de ses forces militaires en Irak-Syrie et au Sahel, de même que sur le plan intérieur, en discutant des principales lois, mesures et politiques adoptées dans les domaines du renseignement, de la police et de la justice.

En complément à la réponse sécuritaire, qui touche à l'aspect répressif, diverses mesures de prévention de la radicalisation ont été mises en place, en gardant en tête les facteurs influençant le processus de radicalisation. C'est le cas notamment du plan « Prévenir pour protéger », annoncé le 23 février 2018 par le premier ministre Philippe, en compagnie de ses ministres de l'Intérieur, de la Justice et de l'Éducation nationale. Ce plan mettrait en place une soixantaine de mesures afin de mieux « identifier, signaler et prendre en charge les signes avant-coureurs d'une rupture avec les principes républicains. » (Jacquin, 2018). Ces 60 mesures s'articulent autour de 5 grands axes : prémunir les esprits contre la radicalisation, compléter le maillage détection/prévention, comprendre et anticiper l'évolution de la radicalisation, professionnaliser les acteurs locaux et évaluer les pratiques, ainsi qu'adapter le désengagement (Gouvernement de la France 2018). Les mesures contenues dans ce plan touchent à divers aspects de l'organisation sociale ; impliquer le milieu scolaire et les diverses plateformes du web, étendre les outils de détection aux milieux communautaires, locaux et aux milieux d'emplois, impliquer les travailleurs sociaux et professionnels de la santé mentale, développer la recherche sur la prévention de la radicalisation, assurer une prise en charge suivie des djihadistes de retour, en plus de créer un volet pénitentiaire spécifique pour les détenus radicalisés (Jacquin 2018).

D'autres initiatives ont également été lancées par l'État. C'est le cas notamment d'une ligne d'aide, mis en place en avril 2014, où les membres du public peuvent téléphoner afin de dénoncer une personne potentiellement radicalisée. Une procédure de suivi est alors enclenchée par les services de l'État et, selon la situation, la personne concernée et sa famille pourront possiblement être mises en contact avec un organisme local pouvant les accompagner et leur venir en aide (Gouvernement de la France 2018). D'avril

2014 à février 2018, près de 6000 personnes radicalisées ou en voie de radicalisation ont été prises en charge par de tels organismes. De ces 6000 personnes, 2500 étaient suivis par 90 associations mandatées par le gouvernement et les services sociaux (Seelow 2018).

Parmi les 90 associations mandatées par l'État se trouve l'Atelier de Recherche, Traitement et Médiation Interculturelle et Sociale (ARTEMIS). Cette organisation travaille à la prévention de la radicalisation par une approche pluridisciplinaire du milieu des sciences sociales qui préconise la médiation dans ses interventions (Association ARTEMIS 2018). ARTEMIS peut donc, par exemple, offrir des services de médiations entre un jeune et sa famille. Les jeunes suivis par ARTEMIS ne sont pas des terroristes endurcis, ils constituent toutefois des cibles potentielles. La prise en charge par ARTEMIS vise d'ailleurs à effectuer une médiation entre les jeunes et leurs familles dans le but que ceux-ci évitent la rupture avec leur famille et leur environnement, puisque cette possible rupture précède généralement l'embrigadement (Seelow 2018).

Une autre association œuvrant à la prévention de la radicalisation est le Centre d'action et de prévention contre la radicalisation des individus (CAPRI). Ce projet, né originalement de l'initiative de la Préfecture de la Gironde, qui a réuni la Fédération musulmane de la Gironde⁸, la Mairie de Bordeaux et la Société de recherche et d'analyse en emprise mentale. Cette association s'active autour de deux axes, soit celui d'une prévention primaire pour contrer les facteurs de risque de la radicalisation, et d'une prévention secondaire pour mettre un frein à un processus de radicalisation enclenché (CAPRI 2019).

Dans le domaine purement préventif, mentionnons le projet pilote PhiloJeunes, parrainé par l'UNESCO. Celui-ci a été mis en branle au Québec et en France, et a été développé pour les jeunes de 5 à 16 ans à travers une approche philosophique. Ce projet a pour but de développer le jugement critique des jeunes afin de les rendre moins vulnérables à l'embrigadement, au dogmatisme et à la radicalisation. Cette approche veut leur enseigner également à lutter contre les préjugés et l'intolérance, de même qu'à identifier la violence symbolique et psychologique tout en mettant de l'avant les valeurs démocratiques et civiques (UNESCO 2018).

Les différentes approches de prévention et de désengagement de la radicalisation sont en permanente évolution. Cette voie est intéressante non seulement pour la sécurité de la France, mais celle d'autres pays touchés par un problème semblable, dans la mesure où la radicalisation est prise en charge avant qu'elle ne devienne violente. Ainsi, une combinaison équilibrée d'un volet sécuritaire répressif et d'un volet préventif étayé pourrait grandement contribuer à atténuer le problème dans les pays concernés.

⁸ Cette fédération, avec son imam Tareq Oubrou, porte un projet de construction d'un contre-discours via internet. L'imam Oubrou est également cosignataire d'une tribune publiée par *Le Monde*, cosignée par une trentaine d'imams, dont nous avons discuté à la sous-section 2.5.

Annexe A : Tableau sur les attentats aboutis de 2013 à 2018

Attentats aboutis de 2013 à 2018				
Date	Victimes	Lieu (x)	Assaillants	Revendication
7 janvier 2015	12 morts	<i>Charlie Hebdo</i> (Paris)	Les frères Saïd et Chérif Kouachi	Pour Al-Qaïda au Yémen
8-9 janvier 2015	5 morts	Montrouge (Hauts-de-Seine) <i>HyperCacher</i> (Paris)	Amedy Coulibaly	Pour l'État islamique (EI)
26 juin 2015	1 mort	Saint-Quentin-Fallavier (Isère)	Yassin Salhi	Mentionné par l'EI mais non revendiqué
13 novembre 2015	130 morts, + de 400 blessés	Stade de France (Saint-Denis), Bataclan et terrasses de cafés (Paris)	Piloté depuis la Syrie. 10 djihadistes ; 9 revenus de Syrie.	Par l'EI
13 juin 2016	2 morts	Magnanville (Yvelines)	Larossi Abballa	Par et pour l'EI
14 juillet 2016	86 morts, + de 450 blessés	Promenade des Anglais (Nice)	Mohamed Lahouaiej	Par l'EI
26 juillet 2016	1 mort, 1 blessé	Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine-Maritime)	Adel Kermiche, Abdel Malik Petitjean, sous l'ordre de Rachid Kassim en Irak	Par l'EI
20 avril 2017	1 mort, 3 blessés	Champs-Élysées (Paris)	Karim Cheurfi	Par l'EI
9 août 2017	6 blessés	Levallois-Perret (Hauts-de-Seine)	Hamou Benlatreche	Intérêt envers l'EI, pas de revendication
1 ^{er} octobre 2017	2 morts	Gare Saint-Charles (Marseille)	Ahmed Hanachi	Par l'EI
23 mars 2018	4 morts, 15 blessés	Trèbes (Aude)	Radouane Lakdim	Par l'EI

Source : Dahyot, Agathe, Baruch, J., Seelow, S., et Fattori, F., 2018, « Cibles, auteurs..., radiographie des 78 projets d'attentat recensés en France depuis 2013 », *Le Monde*, 30 mars

Annexe B : Tableau sur les attentats échoués

Attentats échoués de 2013 à 2018			
Date	Victimes	Lieu (x)	Assaillants
20 décembre 2014	3 blessés	Joué-les-Tours (Indre-et-Loire)	Bertrand Nzohabonayo
3 février 2015	2 blessés	Nice	Moussa Coulibaly
19 avril 2015	1 mort	Villejuif (Val-de-Marine)	Sid Ahmed Ghlam
21 août 2015	2 blessés	Train Thalys Amsterdam-Paris	Ayoub El-Khazzani
7 janvier 2016	0 victime	Commissariat de la Goutte-d'Or	Tarek Belgacem
11 janvier 2016	1 blessé	Marseille	Mineur de 15 ans
3 septembre 2016	0 victime	Près de Notre-Dame-de-Paris (Paris)	Inès Madani et Ornella Gilligman
4 septembre 2016	1 blessé	Prison d'Osny	Bilal Taghi
8 septembre 2016	1 blessé	Boussy-Saint-Antoine (Essonne)	Inès Madani, Amel Sakaou et Sarah Hervouët
6 juin 2017	0 victime	Notre-Dame-de-Paris (Paris)	Farid Ikken
19 juin 2017	0 victime	Champs-Élysées (Paris)	Adam Lofti Djaziri
5 août 2017	0 victime	Tour Eiffel (Paris)	Mamoye D.
12 septembre 2017	0 victime	Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône)	Mineure de 15 ans
15 septembre 2017	0 victime	Gare de Châtelet-Les Halles	Omar M.
29-30 septembre 2017	0 victime	Immeuble d'habitation du 16 ^e arrondissement (Paris)	Aymen Balbali et Amine Abbari

Source : Dahyot, Agathe, Baruch, J., Seelow, S., et Fattori, F., 2018, « Cibles, auteurs..., radiographie des 78 projets d'attentat recensés en France depuis 2013 », *Le Monde*, 30 mars

Annexe C : Tableau sur les cibles d'attentats et leurs nombres de victimes

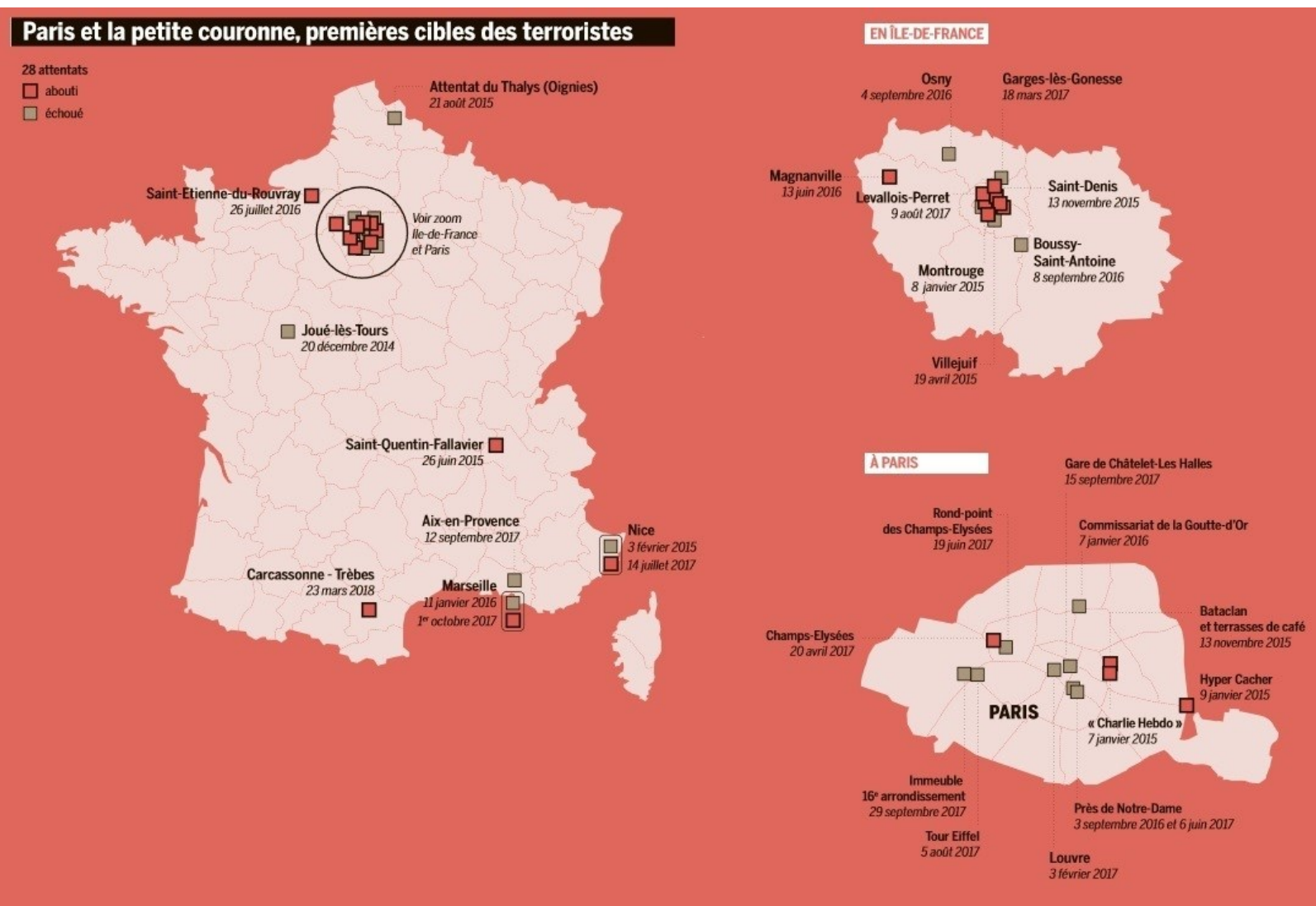
Tableau sur les cibles d'attentats et les victimes

	Civiles*	Confessionnelles*	Forces de l'ordre*	Indéterminées
Attentats aboutis	6	2	6	
Attentats échoués	5	2	13	
Attentats déjoués	15	5	17	19
Victimes décédées	233	5	7	

Certains attentats avaient plus d'un type de cible*

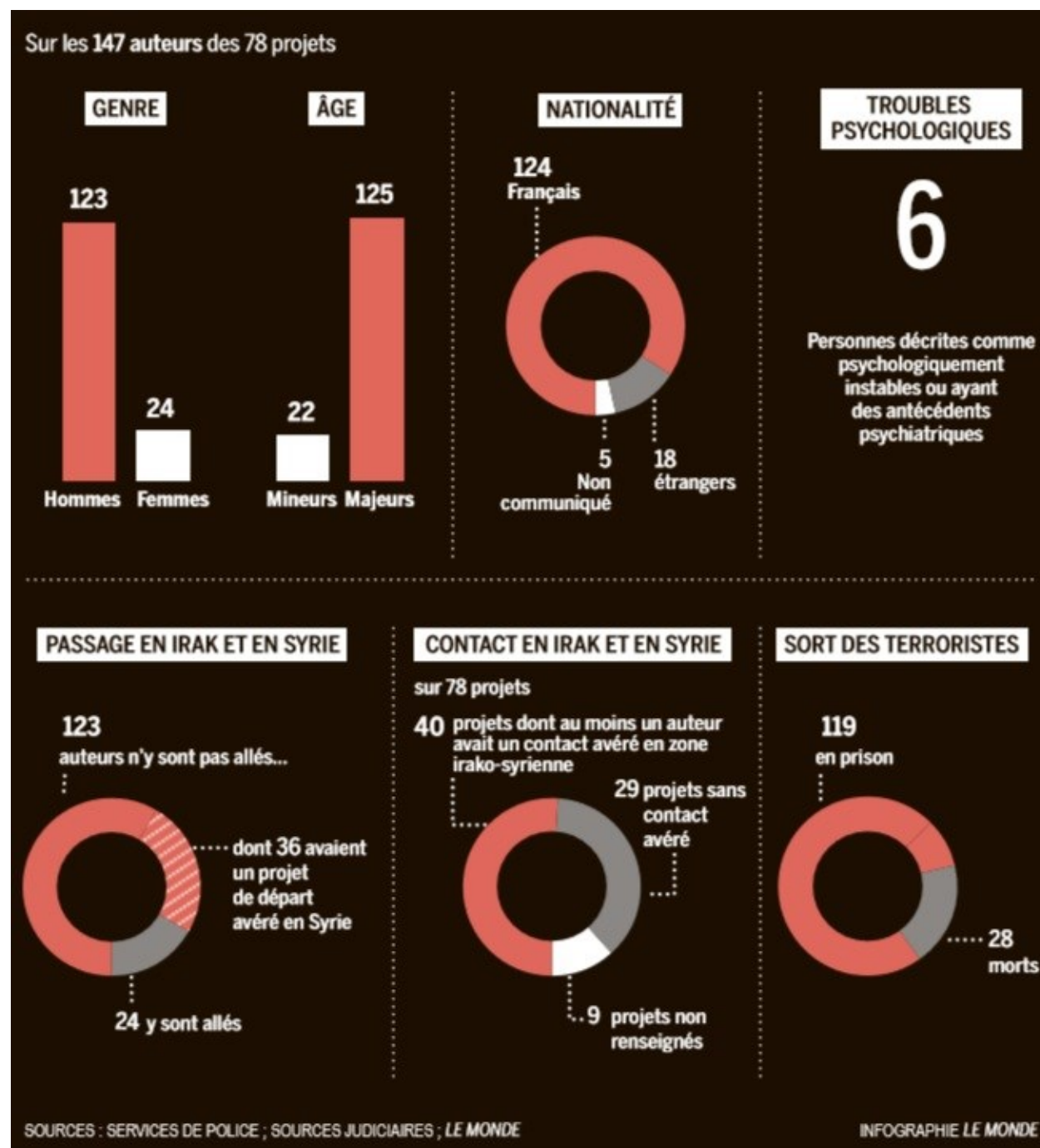
Source : Dahyot, Agathe, Baruch, J., Seelow, S., et Fattori, F., 2018,
« Cibles, auteurs..., radiographie des 78 projets d'attentat recensés
en France depuis 2013 », *Le Monde*, 30 mars

Situations géographiques des attentats aboutis et échoués



Source : Dahyot, Agathe, Baruch, J., Seelow, S., et Fattori, F., 2018, « Cibles, auteurs..., radiographie des 78 projets d'attentat recensés en France depuis 2013 », *Le Monde*, 30 mars

Les auteurs des projets d'attentats



Source : Dahyot, Agathe, Baruch, J., Seelow, S., et Fattori, F., 2018, « Cibles, auteurs..., radiographie des 78 projets d'attentat recensés en France depuis 2013 », *Le Monde*, 30 mars

Références bibliographiques

1. Académie du renseignement, consulté en 2018, <http://www.academie-renseignement.gouv.fr/dgsi.html>.
2. Académie française, 2005, « Ban », dans *Dictionnaire de l'Académie française*, Fayard, Académie 9ième édition, ISBN 10 : 221 362 142X
3. Ainine, Bilel, Crettiez, X., Lindemann, T. et Sèze, R., 2017, *Saisir les mécanismes de la radicalisation violente : pour une analyse processuelle et biographique des engagements violents*.
4. Alouti, Ferial, 2018, « Comment la France gère les détenus islamistes radicaux », *Le Monde*, 8 février, URL https://abonnes.lemonde.fr/police-justice/article/2018/02/08/comment-la-france-gere-les-detenus-islamistes-radicaux_5253970_1653578.html
5. Andersen, Lars Erslev, 2015, « Terrorisme et contre-radicalisation : le modèle danois », *Politique étrangère*, vol. Été, no. 2, 173-183.
6. Assemblée nationale, « Mesures administratives prises en application de la loi n° 55-385 du 3 avril 1955 », consulté en 2018, URL <http://www2.assemblee-nationale.fr/14/commissions-permanentes/commission-des-lois/controle-parlementaire-de-l-etat-d-urgence/controle-parlementaire-de-l-etat-d-urgence/donnees-de-synthese/donnees-relatives-a-l-application-de-l-etat-d-urgence-du-14-novembre-2015-au-21-juillet-2016/mesures-administratives-prises-en-application-de-la-loi-n-55-385-du-3-avril-1955>
7. Assemblée nationale, « Suites judiciaires des mesures prises pendant l'état d'urgence », consulté en 2018, URL <http://www2.assemblee-nationale.fr/14/commissions-permanentes/commission-des-lois/controle-parlementaire-de-l-etat-d-urgence/controle-parlementaire-de-l-etat-d-urgence/donnees-de-synthese/donnees-relatives-a-l-application-de-l-etat-d-urgence-du-22-juillet-au-21-decembre-2016/suites-judiciaires-des-mesures-prises-pendant-l-etat-d-urgence>
8. Assemblée nationale, « Suites judiciaires des mesures prises pendant l'état d'urgence », consulté en 2018, URL <http://www2.assemblee-nationale.fr/14/commissions-permanentes/commission-des-lois/controle-parlementaire-de-l-etat-d-urgence/controle-parlementaire-de-l-etat-d-urgence/donnees-de-synthese/donnees-relatives-a-l-application-de-l-etat-d-urgence-depuis-le-22-decembre-2016/suites-judiciaires-des-mesures-prises-pendant-l-etat-d-urgence>
9. Assemblée nationale, « Suivi judiciaire des mesures prises pendant l'état d'urgence », consulté en 2018, URL <http://www2.assemblee-nationale.fr/14/commissions-permanentes/commission-des-lois/controle-parlementaire-de-l-etat-d-urgence/controle-parlementaire-de-l-etat-d-urgence/donnees-de-synthese/donnees-relatives-a-l-application-de-l-etat-d-urgence-du-14-novembre-2015-au-21-juillet-2016/suivi-judiciaire-des-mesures-prises-pendant-l-etat-d-urgence>
10. Assemblée nationale, « Synthèse des mesures administratives prises en application de la loi du 3 avril 1955 », consulté en 2018, URL <http://www2.assemblee-nationale.fr/14/commissions-permanentes/commission-des-lois/controle-parlementaire-de-l-etat-d-urgence/controle-parlementaire-de-l-etat-d-urgence/donnees-de-synthese/donnees-relatives-a-l-application-de-l-etat-d-urgence-du-22-juillet-au-21-decembre-2016/synthese-des-mesures-administratives-prises-en-application-de-la-loi-du-3-avril-1955>
11. Assemblée nationale, « Synthèse des mesures administratives prises en application de la loi du 3 avril 1955 », consulté en 2018, URL <http://www2.assemblee-nationale.fr/14/commissions-permanentes/commission-des-lois/controle-parlementaire-de-l-etat-d-urgence/controle-parlementaire-de-l-etat-d-urgence/donnees-de-synthese/donnees-relatives-a-l-application-de-l-etat-d-urgence-depuis-le-22-decembre-2016/synthese-des-mesures-administratives-prises-en-application-de-la-loi-du-3-avril-1955>
12. Association ARTEMIS, consulté en 2018, URL <http://www.association-artemis.com/qui-sommes-nous/>
13. Baruch, Jérémie et Breteau, P., 2015, « Qu'est-ce qu'une "fiche s" ? », *Le Monde*, 17 novembre, mise à jour le 26 mars 2018, URL https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/11/17/attentats-du-13-novembre-qu-est-ce-qu-une-fiche-s_4811500_4355770.html?xtmc=fiche_s&xtcr=1

14. Bénichou, David, Khosrokhavar, F. et Migaux, P., 2015, *Le jihadisme : Le comprendre pour mieux le combattre*, Plon.
15. Benzine, Rachid, 2018, « Rachid Benzine : "Islam de France : gare aux 'fausses bonnes idées'" », *Le Monde*, 6 mars, URL https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/03/06/rachid-benzine-islam-de-france-attention-aux-fausse-bonnes-idees_5266169_3232.html
16. Boubekur, Amel, 2018, « L'État laïc doit clarifier sa relation avec l'islam en tant que culte », *Le Monde*, 27 novembre, URL https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/11/27/l-etat-laic-doit-clarifier-sa-relation-avec-l-islam-en-tant-que-culte_5389382_3232.html
17. Bouzar, Dounia et Martin, M., 2016, « Pour quels motifs les jeunes s'engagent-ils dans le djihad ? », *Neuropsychiatrie de l'enfance et de l'adolescence*, vol 64, no 6, 353-359. DOI 10.1016/j.neurenf.2016.08.002
18. Bouzar, Dounia, 2014, *Désamorcer l'islam radical : Ces dérives sectaires qui défigurent l'islam*, Les Éditions de l'Atelier/Les Éditions Ouvrières.
19. Bouzar, Dounia, 2015, *Comment sortir de l'emprise « djihadiste » ?*, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières.
20. Bouzar, Dounia, Caupenne, C., et Valsan, S., 2014, *La métamorphose opérée chez le jeune par les nouveaux discours terroristes : Recherche-action sur la mutation du processus d'endoctrinement et d'embrigadement dans l'islam radical*.
21. Bureau relations médias de l'état-major des armées, 2017, *Dossier de presse : Opération Barkhane*, Ministère des Armées, Avril, 16.
22. Bureau relations médias de l'état-major des armées, 2018, *Dossier de presse : Opération Chammal*, Ministère des Armées, Février, 12.
23. Campelo, Nicolas, Oppetit, A., Neau, F., Cohen, D. et Bronsard, G., 2018, "Who are the European youths willing to engage in radicalisation? A multidisciplinary review of their psychological and social profiles", *European Psychiatry*, vol. 52, August 2018, 1-14
24. CAPRI, consulté en 2019, URL http://radicalisation.fr/capri_faq.php
25. Chambraud, Cécile, 2016, « En France, le dur métier d'imam », *Le Monde*, 27 octobre, mise à jour le 28 octobre, URL https://www.lemonde.fr/religions/article/2016/10/27/en-france-le-dur-metier-d-imam_5020972_1653130.html?xtmc=formation_imam_france&xtcr=3
26. Ciotti, Éric, Mennuci, P. et France, 2014, *Rapport fait au nom de la Commission d'enquête sur la surveillance des filières et des individus djihadistes*.
27. Crétenot, Marie et Barbara Liaras, consulté en 2018, URL <https://oip.org/analyse/radicalisation-la-prison-est-la-pire-des-solutions/>
28. Dahyot, Agathe, Baruch, J., Seelow, S., et Fattori, F., 2018, « Cibles, auteurs..., radiographie des 78 projets d'attentat recensés en France depuis 2013 », *Le Monde*, 30 mars, URL http://abonnes.lemonde.fr/les-decodeurs/visuel/2018/03/30/2013-2018-la-radiographie-du-terrorisme-en-france_5278743_4355770.html?xtmc=radiographie&xtcr=3
29. Damgé, Mathilde et Laurent, Samuel, 2016, « Comment est organisé l'islam de France ? », *Le Monde*, 3 août, URL https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/07/29/comment-est-organise-l-islam-de-france_4976389_4355770.html?xtmc=formation_imam_france&xtcr=6
30. Davet, Gérard et Fabrice Lhomme, 2017, « Comment Hollande autorise "l'exécution ciblée" de terroristes », *Le Monde*, 4 janvier, URL http://abonnes.lemonde.fr/societe/article/2017/01/04/comment-hollande-autorise-l-execution-ciblee-de-terroristes_5057421_3224.html?xtmc=françois_hollande_permis_de_tuer&xtcr=10
31. Diffalah, Sarah, 2015, « "La mosquée n'est plus le lieu de la radicalisation" », *L'OBS*, 18 novembre, URL <https://www.nouvelobs.com/attentats-terroristes-a-paris/20151117.OBS9649/la-mosquee-n-est-plus-le-lieu-de-la-radicalisation.html>
32. Direction de l'information légale et administrative, « Loi du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme », consulté en 2018, URL <http://www.vie-publique.fr/actualite/panorama/texte-discussion/projet-loi-renforcant-dispositions-relatives-lutte-contre-terrorisme.html#onglet3>

33. Direction de l'information légale et administrative, 1er décembre 2015, « Loi du 24 juillet 2015 relative au renseignement », consulté en 2018, URL <http://www.vie-publique.fr/actualite/panorama/texte-discussion/projet-loi-relatif-au-renseignement.html>
34. Fourquet, Jérôme, 2017 « "L'état d'urgence a permis de rassurer la population" », *Le Monde*, 21 octobre, URL https://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2017/10/31/l-etat-d-urgence-a-permis-de-rassurer-la-population_5208114_3232.html?xtmc=etat_d_urgence_efficacite&xtcr=6
35. France, 2006, *Livre blanc du Gouvernement sur la sécurité intérieure face au terrorisme*, Secrétariat général de la défense nationale, Octobre, 275.
36. France, 2010, *Décret n° 2010-569 du 28 mai 2010 relatif au fichier des personnes recherchées – Article 3*.
37. France, 2014, *Loi n° 2014-1353 du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme*, consulté en 2018, URL <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029754374&categorieLien=id>
38. France, 2018, *Code pénal Titre II Chap. 1^{er} Art. 421-1*, Légifrance, consulté en 2018, URL <https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006070719>
39. France, 2018, *Loi n° 55-385 du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence*, consulté en 2018, URL <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000695350>
40. Global Terrorism Database, consulté en 2018, URL https://www.start.umd.edu/gtd/search/Results.aspx?page=1&casualties_type=b&casualties_max=&start_yearonly=2001&end_yearonly=2017&dt=2=0&perpetrator=40103,20029,20225,40151&count=100&charttype=line&chart=overtime&expanded=no&ob=TotalNumberOfFatalities&od=desc#results-table
41. Gouvernement de la France, consulté en 2018, URL <http://www.gouvernement.fr/risques/comprendre-le-plan-vigipirate>
42. Gouvernement de la France, 2018, *Dossier de presse : « Prévenir pour protéger » Plan national de prévention de la radicalisation*, Comité interministériel de la prévention de la délinquance et de la radicalisation, 23 Février.
43. Jacquin, Jean-Baptiste et Julia Pascual, 2017, « Deux ans après, la fin de l'état d'urgence », *Le Monde*, 31 octobre, URL http://abonnes.lemonde.fr/police-justice/article/2017/10/31/la-fin-de-l-etat-d-urgence_5208400_1653578.html
44. Jacquin, Jean-Baptiste et Julia Pascual, 2017, « Un an, 11 mois et 18 jours d'état d'urgence », *Le Monde*, 31 octobre, URL http://abonnes.lemonde.fr/police-justice/article/2017/10/31/un-an-11-mois-et-18-jours-d-etat-urgence_5208393_1653578.html?xtmc=etat_d_urgence&xtcr=10
45. Jacquin, Jean-Baptiste, 2018, « Ce que contient le plan pour identifier et prendre en charge la radicalisation », *Le Monde*, 23 février, URL http://abonnes.lemonde.fr/societe/article/2018/02/23/ce-que-contient-le-plan-pour-identifier-et-prendre-en-charge-la-radicalisation_5261480_3224.html
46. Jacquin, Jean-Baptiste, 2018, « Le gouvernement lance un plan tous azimuts de prévention de la radicalisation », *Le Monde*, 23 février, URL http://abonnes.lemonde.fr/societe/article/2018/02/23/le-gouvernement-lance-un-plan-tous-azimuts-de-prevention-de-la-radicalisation_5261486_3224.html
47. Jacquin, Jean-Baptiste, 2018, « Prévention de la radicalisation : un virage à 180 degrés de la doctrine pénitentiaire », *Le Monde*, 23 février, URL https://abonnes.lemonde.fr/societe/article/2018/02/23/prevention-de-la-radicalisation-un-virage-a-180-degres-de-la-doctrine-penitentiaire_5261478_3224.html?xtmc=prison_radicalisation&xtcr=9
48. Kaval, Allan, Sallon, H. et Seelow, S., 2018, « Procès de djihadistes en Syrie et en Irak : un calcul risqué pour la sécurité des Français », *Le Monde*, 8 février, URL http://abonnes.lemonde.fr/societe/article/2018/02/08/proces-de-djihadistes-en-syrie-et-en-irak-un-calcul-risque-pour-la-securite-des-francais_5253673_3224.html
49. Khosrokhavar, Fahrads, 2014, *Radicalisation*, Éditions de la Maison des sciences de l'homme.
50. Laurent, Samuel, 2015, « Terrorisme : qu'est-ce que la fiche "S" ? », *Le Monde*, 31 août, mise à jour le 12 décembre 2018, URL <https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/08/31/terrorisme-peut->

- on-sanctionner-les-personnes-faisant-l-objet-d-une-fiche-s_4741574_4355770.html?xtmc=fiche_s&xtcr=2
51. Laurent, Samuel, 2016, « Français, fichés, anciens prisonniers : portrait des djihadistes ayant frappé en France », *Le Monde*, 29 juillet, URL https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2016/07/29/francais-fiches-anciens-prisonniers-portrait-des-djihadistes-ayant-frappe-en-france_4976273_4355770.html
 52. Le Figaro et AFP, 2017, « Menace terroriste : moins "de filières" de départs djihadistes vers l'Irak et la Syrie », *Le Figaro*, 30 novembre, URL <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2017/11/30/97001-20171130FILWWW00341-menace-terroriste-moins-de-filieres-de-departs-djihadistes-vers-l-irak-et-la-syrie.php>
 53. Le Monde, 2018, « "Nous, imams indignés, sommes prêts à nous mettre au service de notre pays" », *Le Monde*, 24 avril, URL https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/04/24/nous-imams-indignes-sommes-prets-a-nous-mettre-au-service-de-notre-pays_5289649_3232.html?xtmc=tareq_oubrou&xtcr=10
 54. Le Monde, 2017, « "Sentinelle", une opération militaire de 7000 soldats sur le territoire national », *Le Monde*, 3 février, URL http://abonnes.lemonde.fr/police-justice/article/2017/02/03/sentinelle-une-operation-militaire-de-7-000-soldats-sur-le-territoire-national_5074430_1653578.html?xtmc=operation_sentinelle&xtcr=1
 55. Le Monde, 2017, « Fermeture administrative d'une mosquée "incitant au djihad" en Seine-et-Marne », *Le Monde*, 11 avril, mise à jour le 12 avril, URL https://www.lemonde.fr/societe/article/2017/04/11/fermeture-administrative-d-une-mosquee-incitant-au-djihad-en-seine-et-marne_5109706_3224.html?xtmc=fermeture_mosquee&xtcr=3
 56. Le Monde, 2017, « François Hollande et "permis de tuer" », *Le Monde*, 4 janvier, URL http://abonnes.lemonde.fr/police-justice/article/2017/01/04/francois-hollande-et-le-permis-de-tuer_5057277_1653578.html?xtmc=francois_hollande_permis_de_tuer&xtcr=11
 57. Le Monde, 2017, « Le ministère des Armées va maintenir les effectifs de l'opération Sentinelle », *Le Monde*, 11 septembre, URL http://abonnes.lemonde.fr/police-justice/article/2017/09/11/le-ministere-des-armees-va-maintenir-les-effectifs-de-l-operation-sentinelle_5184141_1653578.html?xtmc=operation_sentinelle&xtcr=5
 58. Leroux, Luc, 2017, « Une mosquée fermée pour "menace contre la sécurité" à Aix-en-Provence », *Le Monde*, 2 février, https://www.lemonde.fr/societe/article/2017/02/02/une-mosquee-fermee-pour-menace-contre-la-securite-a-aix-en-provence_5073435_3224.html?xtmc=fermeture_mosquee&xtcr=8
 59. Leroux, Luc, 2018, « Procédure d'expulsion engagée contre El Hadi Doudi, imam d'une mosquée salafiste marseillaise », *Le Monde*, 2 février, mise à jour le 9 mars, URL https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2018/02/02/procedure-d-expulsion-engagee-contre-el-hadi-doudi-imam-d-une-mosquee-salafiste-marseillaise_5251167_1653578.html?xtmc=fermeture_mosquee&xtcr=7
 60. Leymarie, Philippe, 2016, « La bataille de Mossoul se joue aussi à Paris », *Le Monde diplomatique*, 22 octobre, URL <https://blog.mondediplo.net/2016-10-22-La-bataille-de-Mossoul-se-joue-aussi-a-Paris>
 61. Leymarie, Philippe, 2018 « Une coopération régionale pour s'émanciper de la France », *Le Monde Diplomatique*, no 772 – 65e année, 7.
 62. Luizard, Pierre-Jean, « Djihad ou jihad », dans *Encyclopædia Universalis*, Encyclopædia Britannica, Inc., URL <http://www.universalis-edu.com/encyclopedie/djihad-jihad/>
 63. Ministère de l'Intérieur, 2015, « Qu'est-ce que l'état d'urgence ? », 4 décembre, consulté en 2018, URL <https://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-des-actualites/2015-Actualites/Qu-est-ce-que-l-etat-d-urgence>
 64. Ministère de l'Intérieur, 2016, « Lutte contre le terrorisme : les avancées grâce à la loi du 3 juin 2016 », 27 juillet, consulté en 2018, URL <https://www.interieur.gouv.fr/Archives/Archives-des-actualites/2016-Actualites/Lutte-contre-le-terrorisme-les-avancees-grace-a-la-loi-du-3-juin-2016>

65. Ministère de l'Intérieur, 2017, « L'essentiel de la Loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme », Ministère de l'Intérieur, 19 juillet, consulté en 2018, URL <https://www.interieur.gouv.fr/Actualites/Securite-interieure-et-lutte-contre-le-terrorisme/L-essentiel-du-Projet-de-Loi-renforçant-la-securite-interieure-et-la-lutte-contre-le-terrorisme2>
66. Morin, David, 2017, « Radicalisation violente : regard du Québec », Panel de deux conférences « Radicalisation violente : regards croisés Tunisie-France-Québec », Université de Sherbrooke, 22 novembre.
67. Neumann, Peter R., 2013, « The trouble with radicalization », *International Affairs*, vol. 89, no. 4, 873-889
68. Pascual, Julia, 2017 « "Sentinelle", le piège de l'effet cliquet », *Le Monde*, 14 août, URL https://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2017/08/14/sentinelle-le-piege-de-l-effet-cliquet_5172180_3232.html
69. Pietrasanta, Sébastien et France, 2015, *La déradicalisation, outil de lutte contre le terrorisme*.
70. Radio-Canada, 2018 « Facebook a une définition trop large du terrorisme, selon l'ONU », *Radio-Canada*, 3 septembre, URL <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1121559/terrorisme-facebook-onu-definition-trop-large>
71. Reynaud, Florian, 2018 « "Le tout-répressif ne résoudra pas durablement le problème" de la radicalisation », *Le Monde*, 23 février, URL https://abonnes.lemonde.fr/societe/article/2018/02/23/prevention-de-la-radicalisation-le-tout-repressif-ne-resoudra-pas-durablement-le-probleme_5261622_3224.html?xtmc=khosrokhavar_prison&xtcr=5
72. Robert-Diard, Pascale, 2015, « Le Conseil constitutionnel valide la loi renseignement », *Le Monde*, 24 juillet, URL https://abonnes.lemonde.fr/societe/article/2015/07/24/le-conseil-constitutionnel-valide-la-loi-renseignement_4696925_3224.html?xtmc=loi_relative_au_renseignement&xtcr=8
73. Roy, Olivier, 2015 « Le djihadisme est une révolte générationnelle et nihiliste », *Le Monde*, 24 novembre, URL http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2015/11/24/le-djihadisme-une-revolte-generationnelle-et-nihiliste_4815992_3232.html?xtmc=olivier_roy&xtcr=16
74. Saïdi, Hedi, 2017, « Radicalisation en Tunisie et en France : Pourquoi les jeunes empruntent-ils le registre de la radicalisation ? », Panel de deux conférences « Radicalisation violente : regards croisés Tunisie-France-Québec », Université de Sherbrooke, 22 novembre.
75. Schneider, Jacques, Reberry, D., Gissler, E., et Ruat L., 2017, *Évolution des effectifs de la police et de la gendarmerie nationales*.
76. Seckel, Henri, 2017 « "L'organisation État islamique ne recrute pas dans les hôpitaux psychiatriques" », *Le Monde*, 23 août, mise à jour le 24 août 2018, URL https://www.lemonde.fr/police-justice/article/2017/08/23/l-etat-islamique-ne-recrute-pas-dans-les-hopitaux-psychiatriques_5175556_1653578.html
77. Sedgwick, Mark, 2010, "The Concept of Radicalization as a Source of Confusion", *Terrorism and Political Violence*, vol. 22, no. 4, 479-494
78. Seelow, Soren, 2017, « État d'urgence : une efficacité difficile à mesurer », *Le Monde*, 31 octobre, URL http://abonnes.lemonde.fr/police-justice/article/2017/10/31/etat-d-urgence-une-efficacite-difficile-a-mesurer_5208116_1653578.html?xtmc=etat_d_urgence&xtcr=8
79. Seelow, Soren, 2018 « La prévention de la radicalisation au quotidien », *Le Monde*, 14 février, URL https://abonnes.lemonde.fr/societe/article/2018/02/14/la-prevention-de-la-radicalisation-au-quotidien_5256707_3224.html?xtmc=prevention_radicalisation&xtcr=1
80. Seelow, Soren et Zerrouky, M., 2016 « Qui était Adnani, le "Ministre des attentats" de l'EI tué en Syrie ? », *Le Monde*, 31 août, URL https://www.lemonde.fr/international/article/2016/08/31/adnani-le-ministre-des-attentats-de-l-ei-est-mort_4990324_3210.html?xtmc=al_adnani&xtcr=6
81. Sénat, 2015, « Les messages du Président de la république au Parlement », 16 novembre, consulté en 2019, URL <https://www.senat.fr/evenement/archives/D46/hollande.html>
82. Sénat, 2015, « Rapport n° 388 (2014-2015) - Filières "djihadistes" : pour une réponse globale et sans faiblesse », 1^{er} avril, consulté en 2018, URL <https://www.senat.fr/rap/r14-388/r14-388.html>

- 83.Sénat, 2018, « Rapport n° 639 (2017-2018) - Menace terroriste : pour une République juste mais plus ferme », 4 juillet, consulté en 2018, URL <http://www.senat.fr/rap/r17-639/r17-639.html>
- 84.Sénat, 2018, « OPEX – Audition du Général Grégoire de Saint-Quentin, sous-chef opérations à l'état-major des armées », 20 et 21 février, consulté en 2018, URL <http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20180219/etr.html>
- 85.Sergent, Helene, 2018 « Attentats du 13-Novembre : Où en est la recherche sur la radicalisation djihadiste, trois ans après les attentats ? », *20 minutes*, 9 novembre, mise à jour le 12 novembre, URL <https://www.20minutes.fr/societe/2368883-20181109-attentats-13-novembre-o-recherche-radicalisation-djihadiste-trois-ans-apres-attentats>
- 86.Stop-Djihadisme, « Comprendre le plan VIGIPIRATE en 4 questions », consulté en 2018, URL <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/node/361>
- 87.Stop-Djihadisme, « J'ai appelé le numéro vert, que se passe-t-il après ? », consulté en 2018, URL <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/que-faire/jai-doute-personne-mon-entourage/jai-appelle-numero-vert-que-se-passe-t-il-apres>
- 88.Stop-Djihadisme, « L'action internationale de la France contre le terrorisme », consulté en 2018, URL <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/lutte-contre-terrorisme-radicalisation/laction-France-a-linternational/laction-internationale-France>
- 89.Stop-Djihadisme, « L'opération sentinelle, qu'est-ce que c'est ? », consulté en 2018, URL <http://www.stop-djihadisme.gouv.fr/lutte-contre-terrorisme-radicalisation/mesures-lutter-contre-terrorisme/loperation-sentinelle-quest>
- 90.Tual, Morgane, 2015, « L'essentiel de la loi sur le renseignement jugé conforme à la Constitution », *Le Monde*, 23 juillet, URL http://abonnes.lemonde.fr/pixels/article/2015/07/23/le-conseil-constitutionnel-censure-trois-articles-de-la-loi-sur-le-renseignement_4696112_4408996.html
- 91.UNESCO — PhiloJeunes, consulté en 2018, URL <http://www.unesco.chairephilo.uqam.ca/?philojeunes>
- 92.Untersinger, Martin, 2015, « Loi sur le renseignement : Le Conseil national du numérique réaffirme ses "sérieuses inquiétudes" », *Le Monde*, 20 mai, URL https://abonnes.lemonde.fr/pixels/article/2015/05/20/loi-sur-le-renseignement-le-conseil-national-du-numerique-reaffirme-ses-serieuses-inquietudes_4637089_4408996.html?xtmc=loi_relative_au_renseignement&xtcr=9
- 93.Vankekerkhove, Charlie, 2017, « Macron espère une victoire militaire contre Daesh dans les prochains mois », *BFMTV*, 8 novembre, URL <http://www.bfmtv.com/politique/macron-espere-une-victoire-militaire-contre-daesh-dans-les-prochains-mois-1298569.html>
- 94.Vatel, Madeleine, 2018, « Orientation : douanier, un métier redessiné par l'actualité », *Le Monde*, 18 mars, URL http://abonnes.lemonde.fr/campus/article/2018/03/18/douanier-un-metier-redessine-par-l-actualite_5272765_4401467.html?xtmc=douane_recrutement&xtcr=1
- 95.Zafimehy, Marie et Florin, J., 2017 « Attentats en Catalogne : Collomb souhaite "mobiliser les hôpitaux psychiatriques" pour identifier les individus radicalisés », *RTL*, 18 août, URL <https://www.rtl.fr/actu/politique/attentat-en-catalogne-collomb-souhaite-mobiliser-les-hopitaux-psychiatriques-pour-identifier-les-individus-radicalises-7789749925>